

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 13 AVRIL 1978 — N° 677

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636 73 76 1,70 F

PCF : les manœuvres de la direction

Face aux remous qui assaillent le PCF, la direction de ce parti engage la riposte, en limitant soigneusement les points sur lesquels il est permis de discuter. Pas question de contester que la totalité des responsabilités de l'échec de la gauche incombe au PS ni la référence unanime au XXII^e Congrès. Par contre, il est permis de s'interroger sur les causes du recul du PCF, particulièrement sensible dans ses fiefs traditionnels. Le PCF a-t-il régressé chez les ouvriers ou au contraire sur ces couches «nouvelles» sur lesquelles l'accent a peu été mis lors de la dernière campagne ? Sur ce point, il est permis de discuter, mais les limites à ne pas franchir sont clairement indiquées. Tout ce qui contesterait la politique suivie à l'égard des socialistes est immédiatement catalogué comme étant un discours de droite ou social-démocrate.

Dans l'Humanité, on donne la parole aux secrétaires fédéraux pour exposer le débat qui se mène dans le PCF. Les protestations des militants de base sont ainsi soigneusement filtrées. En même temps que de longs articles à prétention théorique tentent de justifier la tactique récente du PCF.

Lire page 2

LES DIRECTIONS SYNDICALES CONTRE LA LUTTE



Manifestation des hospitaliers de la région Centre, jeudi à Paris. Ils se heurtent à l'isolement entretenu par les directions syndicales.

- Relance de la politique du tapis vert
- Sabotage de la coordination des hospitaliers
- Aucune préparation du 1^{er} mai

Dans la période qui s'ouvre, les syndicats vont aller rendre visite à Barre. Après les visites à l'Élysée, celles à Matignon. Combien de ministères faudra-t-il encore visiter pour se décider à l'action ?

Dans le même temps, les travailleurs qui sans attendre ont engagé la lutte voient leurs mouvements cloisonnés, isolés, sans perspectives. Comme avant. Ainsi les hospitaliers qui ont depuis plusieurs semaines réclamé la coordination de leurs luttes se sont retrouvés mardi avec une journée d'action complètement sabotée et sans plus de perspectives.

Alors que la colère ouvrière gagne en ampleur, c'est le silence le plus total de la part des directions syndicales à propos du 1^{er} mai.

Très occupés à vider leurs querelles de boutique, Séguéy et Maire n'ont cure des revendications des travailleurs.

Ce qui les préoccupe, c'est de marquer des points l'un contre l'autre. Cela ne saurait durer. Les travailleurs imposeront la lutte pour leurs revendications.

Lire notre article en page 5 «La journée d'action des hospitaliers»

PILOTAZ

600 OUVRIERS EN COLERE

«Notre seule garantie, c'est la lutte», disent les 600 travailleurs de Pilotaz, à Chambéry. En majorité des femmes, immigrées, elles refusent la fermeture de leur usine, une fabrique de vêtements. Pour la première fois, elles se sont lancées dans l'action : «Nous sommes prêtes à tout». Elles ont le soutien d'autres entreprises de la ville, les Allobroges, Cegedur, et entrepren-

nent une popularisation intense sur les marchés de Chambéry, et dans les alentours. A l'avance, elles refusent toute solution qui comporterait des licenciements. Ce qu'elles veulent : du travail pour tout le monde. Nous avons rencontré les délégués syndicaux CGT, qui font le point sur la lutte.

Lire en page 4 l'interview des délégués CGT

Liberté provisoire pour Bellavita



Un premier recul a été imposé à la bourgeoisie : Antonio Bellavita a été mis en liberté provisoire sur décision de la chambre d'accusation de Paris réunie mardi. Il était en prison depuis le 30 mars dernier, jour de son arrestation.

L'affaire n'a évidemment pas été traitée sur le fond. Le jugement sera rendu le 10 mai prochain sur la demande d'extradition formulée par le gouvernement italien. La mobilisation se poursuit donc pour empêcher cette atteinte caractérisée contre la liberté d'expression et les droits de la presse.

Lire en page 7

Multiplication des provocations policières

Lors de plusieurs manifestations récentes, la police s'est livrée à des provocations systématiques : interpellations sans aucun motif, encadrement au plus près des manifestations, exhibition de «bidules». Pourquoi ces pratiques tendent-elles à se développer dans la période ? Le point dans notre article page 3

Marée noire : Bécam pavoise

Devant le Sénat, Marc Bécam n'a pas craint d'affirmer «la France est au premier rang des Etats qui luttent pour une diminution des risques», alors que depuis le Torrey Canyon aucune mesure sérieuse n'a été prise en dix ans. Pendant ce temps la Marine nationale interceptait un bâtiment grec qui circulait à contre-sens du «rail», au large d'Ouessant : il risque une amende de... 1 800 F !

Quant au scandale des fosses à déchets mazoutés, il continue, menaçant gravement les dunes, ainsi que les nappes phréatiques, comme l'a expliqué un géologue à notre envoyé spécial.

Lire en page 12

Rennes : attentat fasciste !

Nous avons signalé hier l'attentat de caractère fasciste perpétré à Rennes contre un local de l'Association «Culture et Diffusion», à Rennes. Ce local servait à la diffusion des ouvrages des «Editions du Centenaire», qui se consacrent, pour l'essentiel, à la publication de textes issus de la République Populaire de Chine.

Lire en page 3

Séguy (re)-connaît Cohn-Bendit

«Cohn-Bendit ? Connais pas» s'exclamait Séguy en 68. Ils ont dû faire connaissance depuis, car le secrétaire général de la CGT vient d'écrire au ministre de l'Intérieur pour réclamer l'annulation de la scandaleuse mesure d'interdiction de rentrer en France qui frappe toujours l'ancien leader du mouvement du 22 mars aujourd'hui devenu journaliste et libraire à Francfort.

Chacun a mis de l'eau dans son vin puisque de son côté, Cohn-Bendit après de multiples démarches infructueuses, s'adresse en désespoir de cause à la CGT, à la CFDT et même à FO, leur demandant d'intervenir en sa faveur. Et en termes choisis S.V.P. : «Monsieur le secrétaire général, vous êtes un des représentants des forces démocratiques en France, bla-bla-bla... Ah, on est loin des furieuses attaques, des harangues implacables contre le PCF lancées depuis les barricades du quartier Latin. Sans doute, la situation a considérablement changé. Mais quand même !

Cette affaire tombe à pic pour les révisionnistes : en pleine campagne «d'ouverture à gauche» ils peuvent se permettre ce petit geste qui ne risque plus de les entraîner bien loin maintenant. D'ailleurs, ça semble marcher puisque la presse «gauchiste» de ce matin ne tarit pas d'éloges pour ce geste. Jusque Libé qui ne craint pas de s'engager : «Pour une fois qu'on peut crier vive la CGT, on ne va pas s'en priver».

Quand les jeunes fous ont fini de s'amuser, ils vont pleurer près du grand frère pour qu'il répare leurs bêtises.

Divisions (suite)

Au chapitre des divisions du PCF, il faut noter aujourd'hui la lettre d'un secrétaire de cellule d'Aix-en-Provence adressée à Roland Leroy et que publie *Le Monde* : cette lettre répond à un article de Leroy contre les contestations : «Certes, il serait préférable que ce débat ait lieu dans notre journal, mais à qui la faute si le lieu de ce débat est pour le moment ailleurs ?».

Par ailleurs, un conflit a éclaté à la mairie de Villers Saint-Paul (Oise), 19 conseillers municipaux ont démissionné, pour protester contre les «méthodes de gestion anti-sociales» du maire PCF. Parmi les démissionnaires, 9 conseillers municipaux PCF. La fédération de l'Oise de ce parti soutient le maire.

Si l'*Humanité* se voit contrainte de traiter du débat qui traverse actuellement le PCF, elle le fait avec grande précaution. Après un violent communiqué du BP vendredi dernier, c'est à Henri Fiszbin, secrétaire de la Fédération de Paris, qu'a échu la tâche de faire le point de trois semaines de discussion. Le choix du personnage n'est pas fortuit : d'une part la Fédération de Paris détient le record en ce qui concerne le nombre d'intellectuels contestataires (si on s'en réfère aux lettres parues dans différents journaux), et d'autre part Fiszbin est responsable de *Paris-Hebdo*, dont le premier numéro, après les élections, contredisait implicitement les conclusions du Bureau Politique en appelant au débat. De ce point de vue, on peut considérer que Fiszbin manœuvre en recul en reprenant les points de vue de la direction, tels qu'ils étaient déjà contenus dans le texte du BP. Ce qui se résume des propos de Fiszbin, c'est avant tout la volonté de faire entrer le débat dans un cadre bien précis, pour ensuite laisser ouvertes certaines questions.

UNE IDEE DE BASE : LE PS EST RESPONSABLE DE L'ECHEC

La direction du PCF n'entend pas transiger sur ce point, c'est avant tout la responsabilité du PS dans la défaite de la gauche : «Les choix faits par le PS, notamment à son Congrès de Nantes, portaient en eux les conditions de l'échec de la gauche et du Programme commun de gouvernement

dont le PS porte la responsabilité. Cette conclusion, les communistes la tirent de leurs discussions et de leur analyse et à partir de là le débat se développe sur les bases solides parce que fondées sur les données réelles du problème».

C'est effectivement bien là le fond du problème pour la direction du PCF : tenter une manœuvre de récupération en s'appuyant sur cet axe essentiel qu'est pour elle la responsabi-

«Ouverture à gauche»

LES SIRENES DU PCF SONT PLUTOT ENROUEES

Mardi, dans *L'Humanité*, le titre de l'article de Michel Doumenc n'y allait pas par quatre chemins : «Un appui pour les luttes, toutes les luttes».

Précisément, il évoquait (à propos de la marée noire, et pêle-mêle) de nombreux sujets : «égalité de la femme, maîtrise de la ville et de la nature, contestation de l'Etat». A quoi venait se rajouter la «prise en main par la collectivité des grands moyens de production». Déjà pointe le bout de l'oreille : quand le PCF prétend prendre en charge des aspirations nouvelles, il a tôt fait de les ramener à ses projets de nationalisation.

A la base du point de vue, le 22^e Congrès, pour qui «la crise affecte tous les domaines de la vie sociale : économique et

monétaire, social et culturel, politique et moral». En termes de classes, selon le PCF, ce qui est cependant en cause, c'est «les couches petites bourgeoises entrant dans l'action transformatrice de la société». Beau programme assurément, mais qui manque quelque peu la cible. Les ouvriers de La Hague ou de PUK, qui mettent en cause les conditions de la production capitaliste avec leurs conséquences, pour eux-mêmes comme pour l'environnement, n'appartiennent pas à la petite bourgeoisie. Non plus que

les ouvrières, grévistes de nombreuses entreprises, qui soulèvent la question de la double oppression qu'elles subissent. On pourrait poursuivre : la classe ouvrière n'a aucun besoin que «les militants communistes (du PCF) contribuent à porter dans l'atelier même l'ensemble des problèmes qui sont aujourd'hui posés».

Elle aborde d'elle-même, avec son propre point de vue, l'ensemble des luttes nouvelles qui se font jour, et d'autant plus aisément qu'elle est souvent la première concernée. Seulement voilà, parmi «les électeurs écologistes, féministes, régionalistes ou gauchistes», on retrouve au second tour le recul devant une perspective audacieuse de changement. Ils ont, dans une proportion non négligeable, effectivement rejeté le programme commun. Alors, «vieux rêves des couches petites bourgeoises» ? Allez donc ! Refus, malgré tous ces sourires, de tomber dans les filets tendus par le PCF, et qui reflète des choix de classe autrement plus complexes, parmi lesquels les réticences des ouvriers et de ceux-là mêmes qui se trouvent à la pointe du combat de classe, occupent une place significative.

Au reste, sur quoi débouche donc toute cette

phraséologie ouvriériste ? Sur «des terrains où la rencontre de l'OS et de l'ingénieur se posera en des termes différents de l'ignorance et l'opposition entretenues à l'usine». «Vieux rêves» de collaboration de classes ! Prendre prétexte des luttes nouvelles pour tenter de gommer les contradictions qui se manifestent là où les oppositions de classes sont les plus tranchées : sur le lieu de la production, voilà à quoi aboutit «l'ouverture à gauche» du PCF.

Ces messieurs, d'ailleurs, ne reculent devant rien : Doumenc évoque notamment : «la lutte récente des postiers contre le licenciement de François Llamas». Ignorerait-il qu'en période pré-électorale, les partis de gauche, PCF comme PS, n'ont rien négligé pour l'étouffer ; a-t-il relu *L'Humanité* où cette lutte se trouvait précisément calomniée ? A-t-il oublié la manière dont les postiers de Créteil ont rejeté la parade à laquelle, en dernière minute, les «élus de gauche», notamment ceux de son parti, venaient se livrer au centre de tri ?

Il en est de cette lutte comme «de toutes les luttes». Le PCF n'accepte de les prendre en compte qu'autant qu'il espère les détourner de leur but, et les faire servir à son projet. Les élections ont déjà montré qu'il y parvenait mal. Ce n'est pas aujourd'hui où il s'avance sans perspective qu'il lui suffira de faire ronfler sa prétention au titre de «grand parti révolutionnaire» pour le réussir mieux.

Jean LERMET



Le PCF n'accepte de prendre en compte les luttes que pour autant qu'elles servent son propre projet

Débat dans le PCF

LES MANOEUVRES DE LA DIRECTION

lité du PS dans la défaite.

Vient ensuite la question du 22^e congrès : «Le fait remarquable c'est que dans la discussion actuelle se manifeste la volonté unanime de surmonter les obstacles qui se dressent encore pour une assimilation et une mise en œuvre pleine et entière du 22^e congrès. On ne peut pas parler d'une contestation de la stratégie du Parti, car une telle contestation ne se manifeste pratiquement pas». Ceux qui contestent la ligne issue du 22^e congrès, sont quant à eux vite catalogués. «Il y a certes, c'est bien connu, quelques communistes intellectuels ou non qui sont en désaccord avec le 22^e congrès. Certains mêmes expriment publiquement ces désaccords alors qu'ils ne participent pas à la discussion dans le Parti». C'est en tout cas ce que semble souhaiter Fiszbin.

DES QUESTIONS OUVERTES

Une fois cela posé, le PCF devient plus «ouvert», et il peut se permettre d'aborder dans des conditions moins explosives certaines questions qui reviennent sans cesse aujourd'hui : celle du bien fondé de la campagne «parti des pauvres», et celle de la démocratie. En ce qui concerne le «parti des pauvres», Fiszbin reste dans une prudente expectative, donnant les deux termes du problème : «La discussion fait nettement ressortir qu'une des raisons essentielles du résultat non satisfaisant des élections législatives, c'est que les progrès parmi les ouvriers et les employés, bref les plus pauvres, ont été insuffisants. Avons-nous fait tout ce qu'il fallait pour qu'il en soit

autrement ? De plus, l'opinion que nous aurions glissé d'une priorité légitime à une certaine exclusivité en direction de ces couches est également émise par des camarades». En d'autres termes, comment garder sa spécificité de «parti des pauvres», sans pour cela se fermer à d'autres couches ? C'est un des points sur lesquels la direction du PCF est prête à réfléchir. Si on en croit Fiszbin, cette direction est prête aussi à réfléchir à un possible «aménagement» de la démocratie interne : «Après une bataille aussi intense qui n'a guère laissé le temps de discuter des aménagements à apporter à cet égard, cette préoccupation (de démocratie NDLR) s'exprime aujourd'hui avec beaucoup de force». C'est un euphémisme, et il semble bien que nombre de militants ne soient pas

prêts à se contenter d'un simple «aménagement».

Au travers des propos de Fiszbin, on peut commencer à déceler la tactique de la direction dans la période. Fermé sur les points essentiels, ligne stratégique du 22^e congrès et responsabilité du PS quant à l'échec du 19 mars, et ouverture nuancée quant aux perspectives d'alliance et à la démocratie interne.

Reste à savoir si une telle tactique réussira à colmater les brèches ouvertes par la défaite de la gauche le 19 mars car ce n'est pas seulement à ce que la presse et la radio appellent les «intellectuels du PCF» que la direction doit aujourd'hui rendre des comptes mais aussi aux travailleurs militants de base aujourd'hui sans perspective.

Nicolas DUVALLOIS

SURVEILLANCE «RAPPROCHÉE» DES MANIFESTATIONS

● Depuis les législatives, il ne s'est pas déroulé une manifestation à Paris sans que ce soit au minimum, prétexte à un déploiement policier. Il n'est jusqu'à la fédération générale des syndicats de police nationale (CGT) qui après «la manifestation contre la marée noire et après la manifestation de solidarité avec Heide Kempe ne s'élève contre les méthodes utilisées une fois de plus par les responsables au

Le 23 mars, le comité pour le Boycott de la Coupe du Monde en Argentine appelle à manifester contre la tenue de la coupe du Monde à quelques mètres des camps de concentration. Non loin du lieu de rassemblement, les flics forment un cordon, entravant la formation de celui-ci. Le 25 mars, contre l'agression sioniste au Sud Liban, des organisations ouvrières et étudiantes arabes, convoquent une manifestation place de la République à Paris. Des groupes de CRS empêchent la sortie à certaines bouches de métro. Des groupes de flics contrôlent les identités tandis que d'autres fouillent ceux qui donnent l'impression de vouloir manifester.

L'état major policier effectue de grandes manœuvres en colonnes allant jusqu'à emprunter le sens giratoire de la place de la République à contre-sens. Pendant tout le parcours qui se fera quasiment sans incident, une colonne de cars policiers colle à la manifestation tandis qu'arrivés à proximité du Père-Lachaise, d'autres barrent la voie. Déjà, lors d'un rassemblement précédent tout avait été fait pour limiter l'impact et intimider les manifestants.

Le 6 avril, la plupart des organisations syndicales et politiques manifestent à partir de la place Denfert-Rochereau, les distributeurs de tracts à la sortie du métro sont entourés dans la proportion de 3 flics pour 1 diffuseur ! La manifestation pourtant «bon enfant» sera rapidement dépassée par une colonne des brigades spéciales, armes à la bretelle qui lui barre bientôt le chemin. Place d'Italie, le dispositif

policier reste ostensiblement en place de telle sorte qu'il prête le flanc à toutes les provocations.

ARRESTATIONS AU HASARD

La manifestation de solidarité avec le soulèvement du peuple d'Iran, sera encore le prétexte à de multiples provocations. Avant que celle-ci soit formée, sans raison apparente, un groupe de flics fonce dans l'attroupement et kidnappe littéralement deux étudiants (un Français et un Ethiopien). Tout au long du parcours une colonne de flics suit à vingt mètres le cortège. Certains agitent à l'extérieur de leurs cars une matraque et lancent aux immigrés nombreux dans le quartier des propos ouvertement racistes et provocateurs.

service d'ordre, dénonce l'atmosphère d'insécurité entretenue tout au long des manifestations par un dispositif policier extrêmement «rapproché» et hors de proportion avec les risques réels de désordre (...).

Sans interdire les manifestations, le pouvoir rend leur déroulement de plus en plus difficile. Que cherche-t-il ?

La manifestation qui se tient simultanément pour exiger que la lumière soit faite sur les tortures infligées à Heide se verra entraver par de multiples arrestations et provocations allant jusqu'à des charges de police.

On peut faire le compte, il ne s'est pas déroulé une seule manifestation à Paris depuis les élections qui ne soit pour la Préfecture prétexte à déployer ses effectifs, à montrer sa force.

Toutefois, ces provocations sont encore plus évidentes quand il s'agit de thèmes dont le pouvoir sait qu'ils ne mobilisent pas les partis de gauche telle la manifestation anti-pollution la manifestation «des femmes» ou encore les manifestations de solidarité avec les peuples en lutte. Il est plus facile alors pour Giscard et autre Bonnet de tenter la marginalisation de

ces mouvements. On sait l'effet dissuasif que peuvent avoir ces centaines de CRS et leur attirail sur des manifestants ; de la même manière, les habitants des quartiers traversés hésitent beaucoup plus à se joindre aux cortèges qu'ils voient passer quand ceux-ci sont cernés par les CRS.

Tout est fait pour associer à l'idée de révolutionnaire, celle de «casseur», de désordre, de bagarre. Certes la liberté de manifester existe encore, mais elle est de fait sérieusement remise en cause quand les manifestants vivent à chaque moment dans l'angoisse de la provocation. Force est de constater que plus Giscard parle «d'ouverture» plus ses flics cherchent à marginaliser tous ceux qui se démarquent des partis bourgeois.

François MARCHADIER



Rennes

Un attentat fasciste !

D'après des informations complémentaires, ce local avait déjà été récemment recouvert d'inscriptions signées de groupuscules fascistes. C'est en quelque sorte, une signature avant même de passer au forfait. L'engin explosif a complètement saccagé le local et les ouvrages mis en dépôt. Les vitres du quartier ont éclaté dans un pourtour de cinquante mètres à la ronde. Il n'y a eu heureusement aucune victime.

Les autorités locales et le système officiel de presse ont aussitôt utilisé cet attentat de caractère fasciste pour diffuser dans les journaux et à la télévision que «le siège du PCMLF» avait été plastiqué, que des affrontements avaient déjà eu lieu devant ce local. La fabrication et la diffusion de ces fausses informations marque, de toute évidence, la volonté d'intoxiquer l'opinion sur les marxistes-léninistes.

Il est probable que l'écho rencontré parmi les travailleurs par la campagne des candidats soutenus par les marxistes-léninistes à Rennes, n'a pas été du goût des groupuscules fascistes locaux. A Rennes, dont la plus grosse entreprise est le bain Citroën, ils ont cru pouvoir s'opposer à la progression des idées révolutionnaires par cet attentat lâche et aveugle.

Nous dénonçons vigoureusement cet attentat de caractère fasciste et appelons les travailleurs à se mobiliser pour exiger la recherche et le châtement des coupables.

Communiqué de l'association Culture et Diffusion

«Dans la nuit du 9 au 10 avril, à 1 h 55, le local de l'Association «Culture et diffusion» a été plastiqué. Les dégâts matériels sont très importants : le local a été entièrement détruit par le souffle de l'explosion. «Culture et diffusion» est une association qui s'est donnée pour tâche la diffusion du livre progressiste et marxiste et surtout la publication de la littérature en langue française de la République Populaire de Chine. L'association exprime sa surprise et son indignation face à cet attentat non revendiqué. La destruction de ses locaux entrave son travail de promotion, notamment des publications chinoises en France, qui rencontrent un accueil très favorable auprès du public et répondent à un intérêt et à une sympathie croissante pour la société chinoise dans notre pays. De tels agissements nous paraissent tout à fait contradictoires avec le climat de bonnes relations et d'échanges à tous les niveaux qui s'ins-

taurent entre la France et la République Populaire de Chine depuis de nombreuses années.

L'association «Culture et diffusion» tient à démentir l'information parfaitement fantaisiste reprise par la presse régionale et nationale présentant notre local comme étant le siège du Parti communiste marxiste-léniniste de France à Rennes.

Nous exigeons que tout soit fait pour que l'enquête soit menée à terme. Nous allons faire tout notre possible pour reprendre rapidement nos activités, et nous appelons d'ores et déjà nos amis et tous ceux qui nous ont déjà manifesté leur solidarité à nous aider financièrement en versant à la souscription, M. Ridard CCP 15043 RENNES.

La riposte à cette agression s'engage rapidement. Une manifestation contre la répression du mouvement populaire et les agressions fascistes est prévue pour la fin de la semaine à Rennes.

En bref...En bref...En bref...En bref...

CNPF satisfait

Le CNPF publie une note de conjoncture dans laquelle il se déclare satisfait de la situation économique au lendemain des élections. Le syndicat patronal écrit : *Le climat des affaires s'est sensiblement amélioré au cours des dernières années. L'attitude prudente, voire attentiste des agents économiques constatée jusqu'au milieu du mois de mars a fait place à un retour à la confiance qui se traduit aujourd'hui par un déblocage des commandes, notamment pour les biens de consommation. Les industries d'équipement sont à nouveau sollicitées, en particulier les entreprises de moyenne dimension.* Puis le CNPF se lance dans un plaidoyer pour le retour à la libéralisation des prix à laquelle certains dans le «nouveau» gouvernement ne seraient pas hostiles.

Guichard : un baron qui ronchonne

Mardi à 13 h, visiblement Guichard à TF 1 cherchait à minimiser les divisions qui s'étaient manifestées de façon violente dimanche au congrès du RPR.

Bien que se gardant systématiquement d'émettre la moindre critique en direction de Chirac, il n'a pu s'empêcher de faire preuve en direction de Giscard et de sa politique extérieure d'une complaisance qui n'a pu plaire au président du RPR. Il a notamment affirmé que la politique extérieure de Giscard était dans la droite ligne de celle de De Gaulle depuis 58. Décidément le RPR n'a pas fini d'avoir du fil à retordre avec ses «barons».

Démission du MRG

Le mouvement des jeunes radicaux de gauche existe. Il faut le croire, puisque son secrétaire national, Rémy Pontello, annonce qu'il quitte le MRG. Il donne ses raisons, en disant qu'*il faut avoir le courage de dire tout haut ce que beaucoup de militants du MRG pensent quant à notre alliance avec le parti communiste, jugée comme étant une alliance contre nature.* Il n'a pas annoncé où il comptait se recycler.

L'Assemblée est fatiguée

Une semaine après l'ouverture de la session parlementaire, les députés viennent de s'octroyer une semaine de vacances. L'ordre du jour est en effet vide. Le gouvernement, visiblement, n'avait pas préparé de texte. Le prochain débat aura lieu le mardi 18 sur la question de l'augmentation de la quote-part de la France au Fonds Monétaire international.

LUTTES OUVRIERES

Pilotaz (Chambéry)

600 TRAVAILLEURS
EN COLERE

De notre correspondant



En manifestation devant la préfecture (le 5 avril)

Depuis 2 ans, René Pilotaz, le patron et principal actionnaire, leur demandait de «serrer les coudes», d'accepter certains sacrifices (rendement, salaires) pour «sauver la société», et puis ces derniers mois, ils apprennent que ce patron «au bord de la faillite», qui n'arrivait plus à «payer les services de sa femme de chambre et de son chauffeur», avait effectué d'importants détournements de fonds de l'entreprise. C'est par centaines de millions d'anciens francs, que se chiffrent ces détournements au point que le comité d'entreprise a porté «plainte contre X pour abus de biens sociaux».

Dans cette usine de confection, 90 % sont des ouvrières, pour la plupart immigrées (Italiennes surtout, Portugaises, Maghrébines). Elles travaillent à la chaîne et gare à celles qui ne font pas le rendement.

Les démarches se multiplient depuis plusieurs semaines auprès des pouvoirs publics, de la mairie, de la Préfecture. Le nouveau maire PS, Ampe, a envoyé un télégramme à Giscard (pas de réponse) et mis une banderole sur l'Hôtel de Ville...

Après des délégations à la Préfecture, la semaine dernière, deux manifestations ont eu lieu, mercredi et jeudi dans la capitale

savojarde. Massives, soutenues par plusieurs usines de la ville (Cégédur, Les Allobroges...). Une «popularisation à grande échelle» s'est déroulée samedi sur les marchés, devant les grands magasins, dans toutes les localités avoisinantes. «Avec passion, avec tenacité, pour que tout le monde le sache!»

Le travail continue certes, malgré les débrayages et les manifestations, mais les travailleurs sont mobilisés, bien décidés à ne pas en rester là et à attendre les bras croisés que la justice «suive son cours».

Ces menaces de fermeture interviennent alors que les carnets de commandes de l'entreprise sont pleins. Mais que feront les ouvriers demain quand les stocks de tissu seront épuisés (au plus tard à la fin du mois), les fournisseurs refusant de les approvisionner?

Cette situation permet aujourd'hui de faire l'unanimité dans la lutte. Chacun sait que si la nomination d'un syndicat pour assainir la situation financière a lieu, cela ne peut qu'entraîner des licenciements, —de 100 à 150 personnes.

Cela les travailleurs de Pilotaz n'en veulent pas. Ce sont les 600 emplois qui doivent être maintenus!

Interview des délégués CGT

«LA GARANTIE POUR NOUS,
C'EST NOTRE LUTTE»

Vendredi 7 avril,

Nous avons obtenu une entrevue avec les responsables CGT de l'entreprise : M. Lucania et M. Di Loretto, et avec la secrétaire du Comité d'entreprise Mme Barberi, près des locaux syndicaux où de nombreux travailleurs venaient chercher les paquets de tracts à diffuser le lendemain dans toute la ville.

Dès les premiers mots, les réponses ont été fermes :

—M. Lucania : Ce que nous pouvons dire, c'est que tout ce que nous avons avancé, la plainte que nous avons déposée, tout est bien fondé.

Notre position est précise : c'est de sauvegarder l'emploi de 600 personnes.

►ODP : Des bruits courent qu'on pourrait peut être la remettre en marche en jetant dehors 100 à 150 personnes.

—Nous y sommes opposés. C'est impensable. Qu'est-ce qui se passe dans toutes les entreprises : il y a des faillites un peu voulues et après il y a une équipe qui rentre et ils bazardent tous ceux qui ne leur plaisent pas.

►A Roubaix, dans le Nord, s'est déroulée une histoire un peu semblable. Le patron, un certain Deffrenne, a été condamné la semaine dernière. Il était en prison depuis 2 ans. Mais le problème de l'emploi n'a pas été réglé, les ouvriers ne sont toujours pas sûrs de pouvoir être payés...

—Nous, pour le moment, on est optimistes. On essaiera par n'importe quel moyen de se défendre. Il n'est pas question que la moitié aille au chômage et que la moitié travaille... Ou tout le monde ou personne. Chacun est décidé à se

battre. Tout le monde a suivi largement.

►Envisagez-vous pour élargir la mobilisation de faire un comité de soutien sur Chambéry?

—On en a parlé aujourd'hui mais on n'a rien fait pour. Disons que pour le moment, on a fait des heures de grève, de débrayage. C'est à envisager le plus tôt possible, ne serait-ce que pour les frais que nous avons.

—M. Di Loretto : On a opté pour cette forme d'action parce que s'engager dans une grève sauvage, illimitée, d'abord ça n'a jamais été les directives de la CGT. Ce serait nous asphyxier nous-mêmes parce qu'à la fin du mois il faut qu'on ait quelque chose pour assurer la paye. Ça fait quand même une petite ressource, car le salaire est très bas.

(NDLR. Il y a 3 semaines une vente directe de costumes, à l'usine organisée par le C.E. et la direction a permis de rassembler 37 millions d'anciens francs).

Nous avons décidé de nous battre, à la rigueur d'aller jusqu'à occuper l'usine. Nous sommes prêts à tout. Il y en a qui se demandent pourquoi dès l'instant que nous avons manifesté une heure, pourquoi nous ne continuerions pas... On leur a expliqué que ce serait nous fatiguer avant d'engager une bataille plus dure que celle que nous menons et en plus nous avons besoin du peu de sous qu'on gagne. Ensuite ce serait baisser les mains, parce que c'est peut être ce que demande Pilotaz. Nous manquons de fonds, nous manquons d'argent. Parce que dans un pays capitaliste comme celui-là et là je parle en tant que responsable de la CGT, il y a un jeu entre requins, entre patrons et patrons. Ils sont derrière et

ils savent ce qu'ils sont en train de manigancer. Nous, tout ce que nous voulons, c'est nous battre pour la sauvegarde de l'emploi de 600 personnes. C'est tout. Le reste ne nous regarde pas ; ce n'est pas notre problème.

Les fournisseurs ne veulent plus donner de tissus parce que la garantie c'était Pilotaz. La garantie pour nous, c'est notre lutte, la seule garantie que nous possédons.

►Que pensez-vous de l'affaire Deffrenne, vous même?

—M. Di Loretto : Je trouve que c'est inadmissible qu'un capitaliste comme Pilotaz, possède la clé pour résoudre le problème de l'emploi de 600 personnes.

Après le dépôt de la plainte pour abus de biens sociaux, Pilotaz croyait que c'était du bluff. Mais ce n'était pas du bluff, la plainte suit son cours (...)

►D'après vous, les résultats des élections ont-ils eu une influence sur l'affaire?

—M. Di Loretto : Bien entendu. Ils ont traîné jusque là. Entre les deux tours aucune position. Tout de suite après les élections, on a remarqué un certain blocage. A tous les niveaux.

—Mme Barberi : Cela fait plus d'un mois que cela dure. Et on en a marre. Parce qu'on ne sait pas dans quel «bateau» ils nous emmènent.

►Et la paye de la fin du mois?

—Mme Barberi : On ne sait pas si on va y arriver. On essaie de tenir le coup pour voir s'il y a un changement. C'est toujours des promesses, mais il n'y a rien de concret.

►Est-ce que la mobilisation qu'il y a actuellement pour garder l'emploi vous donne une meilleure résistance par rapport aux conditions de travail, est-ce que cela permet de moins subir la pression des chefs, par exemple sur les cadences?

—Mme Barberi : Oui, les ouvriers commencent à prendre conscience. Avant ils avaient peur des menaces.

►Ils se rendent compte qu'on les a menés en bateau pendant ces derniers mois... en disant que cela allait couler, qu'il fallait faire des heures supplémentaires...

—Mme Barberi : Oui, bien sûr, les gens en ont même pleuré! Ils ont tellement peur de se retrouver sans emploi qu'ils sont prêts à tout.

Je vais vous dire : il y a 20 ans que je suis dans cette boîte, et je me trouve à 1 600 F par mois.

►Les conditions de travail étaient réputées pour être assez pénibles...

—Mme Barberi : Pénibles! Oui, maintenant on a des cadences moins poussées et on a moins de travail... toujours à cause du déficit de trésorerie.

Mais avant, je vous assure que quand je rentrais chez moi, si j'avais le malheur de m'asseoir, plus moyen de bouger. Les cadences. Et puis le travail en plein été, en pleine chaleur...

On n'a pas vu une chose pareille depuis 68. Ce qui se passe aujourd'hui, on ne l'avait pas eu depuis longtemps. On se soutient tous ensemble dans nos luttes.

Reprise au chantier
Nord France (Paris)

En grève depuis 6 semaines, les travailleurs de ce chantier ont repris le lundi 10 avril, sur ce qu'ils appellent eux-mêmes «une petite victoire». Ils ont obtenu 10 minutes pour se changer, la carte orange gratuite, 4 % d'augmentation (ils en demandaient 10), et la moitié des journées de grève payées.

Furnon devant
les tribunaux

Furnon se trouvait lundi devant la 17^e chambre correctionnelle de Paris, poursuivi par Marcel Caille, responsable de la CGT, au sujet duquel il a affirmé, dans le *Méridional*, qu'il faisait partie de l'équipe des «bandits du syndicalisme politisé». Il était accusé d'injures, et le *Méridional*, qui a publié ces propos dans un droit de réponse de Furnon, était également poursuivi par Marcel Caille. Jugement rendu dans un mois.

Négociations
dans le textile

Ce jeudi 13 avril, des négociations doivent débiter sur la question des salaires. La Fédération HA-CUI-TEX (CFDT) demande «une amélioration du pouvoir d'achat» et qu'il n'y ait plus de salaires inférieurs à 2 500 F.

Plusieurs centaines d'hospitaliers s'étaient rassemblés jeudi matin place de Fontenoy dans le 15^e arrondissement de Paris, un cordon de flics bloquait l'accès de l'avenue de Ségur pour empêcher que la manifestation se tienne sous les fenêtres du ministère de la Santé. Cette journée, baptisée pompeusement «journée nationale d'action», par les fédérations, aura au moins eu un mérite de montrer clairement aux travailleurs des hôpitaux du centre de la France, dont certains sont en lutte depuis deux mois, les conséquences de la politique de négociations avec le gouvernement menée par dessus leurs têtes et leurs luttes par les directions syndicales. En effet, la faiblesse de la préparation et de la mobilisation effectuées par les fédérations syndicales pour cette journée ont été constamment dénoncées par une bonne partie des manifestants qui étaient venus, eux, pour élargir et renforcer le mouvement.

11 h 15, place de Fontenoy : dans ce quartier bourgeois des ministères, aux larges avenues, le rassemblement national des hospitaliers se voit de loin : certains sont en blouses blanches et capes bleu marine, portant une forêt de banderoles et des drapeaux rouges. Tous les hôpitaux du centre de la France sont là : Romorantin, 2 mois de grève ; Blois et Orléans, 1 mois et demi ; Fleury-les-Aubrais, Vendôme, 1 mois ; Pithiviers, Montargis, Tours...

Mais en ce qui concerne la mobilisation nationale escomptée, c'est bien faible : quelques délégations de Saint-Denis, Montreuil, Ville-Evrard... On en attendra d'autres vainement. Mais pour l'instant, toute l'attention se porte sur le départ de la délégation : «Allez-y, mais ne revenez pas sans rien !» Pourtant on ne se fait pas trop d'illusions sur la volonté de négocier du gouvernement : «Depuis le temps qu'on nous balade, de la direction au préfet en

Journée nationale d'action des hospitaliers

«NON A CETTE JOURNÉE-ÉTEIGNOIR, CE QUE L'ON VEUT C'EST LA COORDINATION DE LA LUTTE !»

passant par la DASS...» Mais cette fois, la lutte est à son tour, beaucoup le disent : «Certains d'entre nous n'ont touché aucun salaire le mois dernier ; la lutte est pourtant très suivie, même dans certains coins où ils ne sont que 25 ! Il faut qu'on obtienne quelque chose, on ne peut plus continuer à travailler comme ça !» «Il faut le dire dans notre article : à l'hôpital de Saint-Denis, il n'y a même pas un service de sonnettes : les malades sont

obligés de taper sur des bouteilles pour appeler». Le personnel du centre hospitalier spécialisé de Fleury-les-Aubrais (Loiret) distribue un tract qui commence ainsi : «L'objectif actuel des services de santé et services sociaux est de soigner, de réparer ce qui ne marche plus, tant sur le plan physique que psychologique. Il n'est jamais question, sauf à de rares exceptions ce comprendre et d'agir sur les causes sociales, économiques, sur les conditions de travail, sur les conditions de vie qui sont les raisons de nombreuses hospitalisations. Nous ne pouvons pas accepter non plus l'emprise de plus en plus importante du secteur privé sur la santé. Pour nous, la santé et les services sociaux doivent être au service public et non au service du patronat».

LUTTER OU ALLER CIRER LES POMPES A GISCARD !»

On chante quelques chansons composées pendant la grève, on lance quelques mots d'ordre, mais on le voit bien, personne n'est satisfait, et soudain, comme d'un seul

homme, tout le monde part en manifestation. «Cela fait trois semaines qu'on réclame une coordination des hôpitaux, qu'une véritable information soit faite dans tous les hôpitaux par les sections syndicales. Ça fait 3 semaines que les directions nous ont fait miroiter cette journée d'action, nous font patienter en disant qu'une journée comme celle-là, ça se prépare ! Nous, à Orléans, on fait mieux !. «On est venu pour faire parler de nous, il faut faire quelque chose, on ne va pas continuer à faire le tour du pâté de maisons en défilant sur les trottoirs !». Des cortèges tentent d'impulser des mots d'ordre combatifs : «Ce n'est qu'un début, continuons le combat ! Aujourd'hui dans la rue, demain on continue ! Intégration de tous les temporaires !». Mais ils sont couverts par la voiture sono de la CGT qui déverse à flots les chansons de... Jean Ferrat. Et quand cette sono lance : «Aujourd'hui la Santé est dans la rue», la réponse est immédiate : «Ce n'est pas vrai ! c'est la province qui est dans la rue». Tout en marchant, les hospitaliers d'Orléans et de Vendôme discutent : «Ce sont les fédérations qui ont tout bloqué. Ce matin, à Paris, il y a un tas de gars de la CGT qui n'étaient même pas au courant». «Un mois et demi pour préparer une journée comme ça, pourquoi pas 6 mois. On va bientôt nous demander d'attendre 1981 !». «On voit ce que cela donne d'aller cirer les pompes à Giscard !». Le maître de cérémonie de la CGT court d'un groupe à l'autre en prodigant d'abord les exhortations : «C'est une manifestation syndicale, restons tous ensemble», ce qui lui vaut une réponse

immédiate : «Oui, mais pas sur les trottoirs !». Pour finir, il s'éloigne écouré par tant de détermination, appelant à la dispersion tandis que les délégations de Vendôme et d'Orléans appellent à s'asseoir au beau milieu de l'avenue de Lowendal. Les forces de police les dispersaient sans heurts par la suite.

DEMANDER DES COMPTERS AUX DIRECTIONS SYNDICALES

Non, cette journée d'action est loin d'avoir répondu aux aspirations des hospitaliers, qui depuis plusieurs semaines appelaient à la coordination de leurs luttes. Leur mouvement, après la journée-éteignoir d'aujourd'hui va avoir du mal à retrouver un second souffle car les grévistes, qui continuent de toute façon à assurer leur service, sont confrontés à de sérieuses difficultés financières. Dans certains hôpitaux le blocage des services administratifs, qui entraîne pour les malades la gratuité des soins et a fait perdre à la direction plusieurs centaines de millions, constitue un moyen de pression important. Mais cette forme de grève n'est pas possible partout.

Dès mardi soir, des bilans ont commencé à être tirés dans toutes les sections CGT et CFDT des hôpitaux en grève. Certaines sections ont décidé d'envoyer des motions à leurs fédérations, les questionnant sur le soutien qu'elles ont apporté à la lutte et sur la tactique des directions syndicales. Face à l'inertie entretenue par les directions syndicales, c'est toute la question de l'autonomie des luttes qui commence à se poser.

Catherine MEGEVAND



Quelques centaines d'hospitaliers, venus de la région du Centre, à Paris jeudi.

Ugine Acier (Fos sur Mer)

● Provocation contre le piquet de grève ● Vers l'extension du mouvement ?

Devant la grande combativité des ouvriers du parachèvement en lutte totale depuis le 29 mars, la direction d'Ugine Acier, dès vendredi, tentait une provocation au piquet de grève, avec la participation d'un commissaire de police qui essayait de faire rentrer les jaunes. Cette manœuvre échoua devant la détermination des grévistes, aussi la direction dès samedi et lundi envoyait 120 lettres de mise à pied illimitée aux travailleurs les plus combattifs de l'atelier en lutte pour entraver à la liberté du travail. Les rejets de la direction, (la CGC), prenaient le relai et faisaient parvenir une lettre à chaque gréviste expliquant que la grève pouvait entraîner des difficultés dans la course au profit que se livrent les trusts capitalistes et que cela pouvait entraîner la fermeture de l'usine. La CGC exprimait par là ouvertement son point de vue : la crise c'est les travailleurs

qui en sont responsables, il faut faire de nouveaux sacrifices pour redresser la situation du capitalisme français en crise.

Aussi pour les camarades de l'atelier il faut sortir de l'isolement, porter la lutte à un niveau supérieur, sinon cette grève atteinte au droit de grève et aux libertés syndicales pourrait faire tache d'huile et les luttes à Ugine Acier seraient de plus en plus difficiles. Mardi matin les organisations syndicales se voyaient obligées de répondre à cette attaque et à 4 h 30 du matin une Assemblée générale était convoquée pour tous les travailleurs de l'usine devant les portes. Dans le cours de l'AG un délégué CGT dénonçait les responsables de la crise en montrant comment dans une autre usine du groupe, où il n'y avait jamais eu de grève, PUK ne s'était pas gêné pour licencier 40 travailleurs. Mutés, ils atterris-

sent à Fos-sur-Mer aujourd'hui.

Les premières discussions approfondies que nous avons eues avec un certain nombre de camarades de la CGT ont permis de telles interventions, mais le problème des perspectives reste posé : sortir de l'isolement, étendre le conflit à toute l'usine, engager une offensive généralisée en France ? D'accord disent certains, mais même ce mardi une partie des travailleurs est rentrée travailler, non pas qu'ils manifestent leur désaccord avec l'action, mais comme le disaient des camarades : «En fait les gars veulent aboutir, mais il faut savoir comment». Un responsable CGT nous disait : «Vais-tu, je crois que les confédérations portent la responsabilité de cette situation, après les élections elles devaient appeler dans les jours qui suivaient à la grève générale».

Aussi, dans l'immédiat,

les gars sont désorientés : pour les militants révolutionnaires qui interviennent et les syndicalistes de l'usine, qui veulent mener des luttes pour faire l'unité des travailleurs, il va falloir répondre à cette interrogation qu'il y avait mardi matin à l'assemblée : les gars sont-ils «réellement mûrs pour le changement ? Cette question est présente dans la tête des ouvriers, et fait partie du bilan des dernières législatives qu'il s'agit d'approfondir avec les travailleurs si l'on veut qu'ils prennent confiance en eux-mêmes, développent des initiatives. Mardi après-midi, la commission exécutive de la CGT qui réunit 40 à 50 ouvriers de tous les secteurs de l'usine va certainement prendre position, les travailleurs en attendent une alternative cohérente.

Corres. Ugine-Acier

Saviem Blainville : débrayages à l'atelier boîtes de vitesse

La majorité du personnel du secteur «boîtes de vitesse» a débrayé pendant une demi-heure, jeudi, à l'appel des syndicats. Le lendemain, jour du chômage technique, une nouvelle action a eu lieu. A 7 h 30, une centaine d'ouvriers se sont regroupés devant les portes de l'usine pour réclamer du travail. Le directeur du personnel les a reçus. Ils sont ensuite partis manifester en ville.

Pour les directions syndicales, il s'agissait, par ces actions, de «tester» la combativité à l'usine de Blainville. Elles envisagent de déclencher des actions du même genre dans d'autres ateliers de l'usine. A l'origine de ces mouvements le refus du chômage partiel imposé par la direction, qui restructure sous le coup de «la concurrence étrangère»...



DU PARIS POPULAIRE

AU PARIS DES BUREAUX

Par Michel LENY

●Chaque jour, plus d'un million de banlieusards se pressent aux heures de pointes dans les gares parisiennes (ils étaient 650 000 en 1954), il ne se passe pas de semaines sans démolitions et expulsions, le fichier des mal-logés se rallonge de plus de 3 000 demandes chaque mois, les quartiers parisiens sont bouleversés, éventrés depuis plus de 15 ans.

Pourtant, «il faut lutter pour le cadre de vie et les plus défavorisés», dit Giscard. «Il faut arrêter le départ des industries», complète Chirac maintenant maire de Paris.

Mais depuis 20 ans, ils nous répètent leurs mêmes discours, sur l'aménagement et le cadre de vie, avec leurs conseils interministériels, avec leurs plans d'aménagement. Pourtant dès les années soixante, leurs intentions étaient claires ; il suffit de lire par exemple le schéma d'aménagement de la région parisienne préparé par Delouvrier en 1965.

Cette unité du marché du travail en région parisienne donne aux employeurs plus de liberté pour recruter cadres et salariés, comme pour licencier. De là, cette capacité de progresser plus vite et avec relativement moins de souffrance». P.58 SDAU 65.

Même en ce qui concerne le logement «il faut organiser le départ des non solvables en banlieue, la

réhabilitation et la rénovation sont liées à l'extension de l'agglomération», ce qui veut dire la construction de grands ensembles en banlieue.

LE PRETEXTE DES «LOGEMENTS INSALUBRES»

Aujourd'hui, où en est-on ? De grandes opérations de rénovation ont été engagées. Elles ont détruit de nombreux logements qui n'étaient pas le plus souvent ceux qui étaient recensés insalubres. Ces opérations bulldozer ont souvent touché des terrains en jeux. De nombreux logements sont demeurés sans confort et sans entretien. En 1968, 48 % des logements étaient classés comme surpeuplés ; en 1975, il y en avait encore 41 %. Les opérations de rénovation on le voit n'ont guère contribué à améliorer les conditions de logement.

De même, le nombre de logements à Paris, n'a pratiquement pas progressé depuis 13 ans. En 1962, on recensait 1 235 000 logements, en 75 on en recense 1 238 000.

Mais si l'objectif n'était pas d'améliorer les conditions de logement des couches populaires pour-

quoi tous ces bouleversements, ce départ massif vers la lointaine banlieue, ce temps passé dans les transports.

DES PROJETS GAULLISTES...

L'aménagement du territoire allait être utilisé à grande échelle pour favoriser les profits. Certains organismes possédant de réels pouvoirs, composés de technocrates comme la DATAR*, ou l'IAURP se sont mis en place, au milieu des années 60. Le redécoupage administratif de la région parisienne en juillet 64, permettait également de modeler des départements en fonction des projets de redéploiement. (Le département des Hauts-de-Seine qui va de Gennevilliers à Antony : c'est un conseil général aux ordres du gouvernement, et compréhensif vis-à-vis de la réalisation de la concentration tertiaire de la Défense par exemple). Paris devait en priorité servir d'accueil aux sièges sociaux et à tout ce qui est directionnel, pour cela il fallait faire place nette. Les groupes comme Suez et la Banque de Paris et des Pays-Bas voyaient également dans l'immobilier le moyen de réaliser d'appréciables profits.

Dans une première période les projets d'aménagement voyaient grand : plus d'une vingtaine d'opérations de rénovation (Italie, les Hauts de Belleville, la rénovation du 15^e, Front de Seine...etc.) sont lancées. Les villes nouvelles devaient être le symbole d'un nouvel art de vivre, de grandes opérations de

	1954	1962	1968	1975	1954	1975	54 - 75
					Evolution en		%
					chiffre absolu		
Patrons de l'industrie et de commerce	12,3 %	9,7 %	8,9 %	7,2 %	191.560	86.315	-54,9%
Professions libérales et cadres supérieurs	8,1 %	9,6 %	11,0 %	15,8 %	125.735	189.830	+ 51 %
Cadres moyens	11,3 %	13,0 %	15,2 %	16,5 %	175.861	199.070	+ 13 %
Employés	22,0 %	23,2 %	22,8 %	24,2 %	342.919	291.815	-14,7%
Ouvriers	30,0 %	28,7 %	26,3 %	22,2 %	477.166	267.010	-44 %
Personnel de service	12,9 %	12,7 %	12,8 %	11,1 %	202.839	134.295	-33,8%

bureaux devaient accueillir des centaines de directions (Défense, opération Montparnasse, opération de Bercy gare de Lyon...etc.) Toute une série de mesures devaient faciliter le départ de l'industrie en banlieue et en province (prime de décentralisation, facilités fiscales...etc.)

Le nombre de logements n'a pas sensiblement varié, mais par contre le départ des industries de Paris et de la Région parisienne a été massif : plus de 50 % des entreprises de moins de 10 salariés ont disparu entre 62 et 74, certaines sont parties en province, la plupart ont fermé tout simplement, augmentant le nombre des chômeurs. Quand on construisait 1 m² de surface de locaux industriels dans le même temps on en démolissait sept fois plus, ainsi plus de 36 000 suppressions d'emplois industriels sont intervenues par an à Paris. On arrive maintenant avec plus de 70 % des emplois en région parisienne qui sont des emplois tertiaires (environ 3 millions d'emploi), rien qu'à Paris il y a plus de 12 millions de mètres carré de bureaux, où sont plus d'un million de travailleurs. Cette transformation brutale va-t-elle encore continuer jus-

qu'à ce qu'il n'y ait que des bureaux à Paris ?

...AU «RÉALISME GISCARDIEN»

Avec Giscard, les projets sont différents, ils sont un peu moins grandioses. Les mouvements contre les radiales (radiales Vercingétorix par exemple) contre la voie express rive gauche, ou contre le centre tertiaire prévu aux Halles ont été déterminants dans leur abandon. En même temps, ces abandons interviennent dans une période de révision en baisse des projets de la période gaulliste. Les villes nouvelles ne sont que de nouvelles villes dortoirs, les emplois ne viennent pas, les bureaux se vendent mal pour l'instant ce qui incite les promoteurs à la prudence. Les luttes populaires sur le logement ne permettent plus maintenant de continuer la rénovation bulldozer. Giscard peut se présenter comme le premier écologiste de France, lui qui pendant 15 ans à la tête du ministère des Finances a été un des artisans du bouleversement à Paris. Ses projets de réhabilitation qui permettent de conserver certains immeubles ont les mêmes résultats que la rénova-

tion : chasser les couches populaires de Paris par la hausse des loyers et des charges. Même faites par des Offices HLM ou Sociétés d'économies mixtes, ces réhabilitations lourdes ont le même résultat. Une enquête officielle a montré que plus de «60 % des locataires des logements anciens ne peuvent accéder aux HLM». De toute façon, la construction de ces HLM est en constante baisse depuis 71 (on en a construit 38 500 en 71, et 24 000 en 75). Dans ses déclarations, Giscard réclame l'arrêt des tours d'habitations, il ne fait que suivre la tendance du marché, les tours en effet se vendaient mal, personne ne voulait y venir, quant aux espaces verts dans les quartiers populaires, on les attend toujours. S'il veut freiner la construction de bureaux, de toute façon ils ne se vendent plus, le projet est de centraliser encore plus les directions à Paris, en envoyant en Province les emplois tertiaires qui ne sont pas «nobles» (les secteurs mécanographiques, les services informatiques..., le tertiaire d'exécution...) et aggravant ainsi la division de l'espace en zones spécialisées.

QUELQUES CHIFFRES

Plus de 200 000 personnes inscrites au fichier des mal-logés ce chiffre est en constante augmentation. D'après le recensement de 1975, plus de 247.995 logements sont vacants.

Le débat sur les accords de la Jamaïque

UN TERRAIN D'AFFRONTEMENT UDF - RPR

■ L'Assemblée nationale doit discuter, le 18 avril, d'un projet de loi gouvernemental visant à approuver les modifications de statut du Fonds Monétaire international. Le RPR est hostile à ces accords. Ira-t-on vers un affrontement au sein de la droite immédiatement après celui du perchoir ?

En janvier 76, à la Jamaïque, le FMI avait adopté le principe d'une réforme du système monétaire international. Ces mesures comprenaient notamment :
— La fin du rôle de l'or comme valeur de référence,
— L'institutionnalisation du système des taux de change flottants,
— L'augmentation des quote-parts nationales au FMI.

Ces mesures, exécutoires au 1^{er} avril de cette année, doivent être ratifiées par les différents pays. C'est à la suite de l'opposition du RPR que la discussion au Parlement, prévue initialement pour la fin 76, avait été repoussée successivement au printemps 77, puis à cette session d'avril 78.

Quel est l'objet de la querelle ? Le RPR reproche à ces accords de constituer «une capitulation en bonne et due forme» face aux USA.

Après l'abandon de l'étalon-or, il faut bien une unité de compte internationale à quoi se référer : La valeur des «droits de tirage spéciaux», utilisée comme nouvelle unité de compte, est basée — le contraire serait étonnant — sur le rapport de forces entre les pays capitalistes : la valeur des DTS est constituée par un cocktail prenant en compte la valeur journalière de 16 monnaies. Comme par hasard, le dollar entre pour 30 % dans la composition de ce breuvage. Le système de calcul ne peut être modifié qu'à une ma-

jeorité de 85 %, ce qui donne aux USA un droit de veto. D'autre part, le taux de change flottant fait planer une constante incertitude sur les efforts désespérés de l'impérialisme français pour se déprendre de la crise. Le RPR voudrait donc se présenter comme le défenseur de l'indépendance nationale face aux États-Unis.

JUSQU'OU CELA IRA-T-IL ?

Le gouvernement aura une partie serrée à jouer. En effet, la gauche est, en principe, également hostile au projet. Officiellement les groupes PCF et PS à l'Assemblée nationale n'ont pas encore pris position sur l'attitude qu'ils auraient pour le vote. Mais lors du dépôt du projet de loi, le PCF avait fait savoir qu'il condamnait les accords de la Jamaïque en accusant le gouvernement d'«abandonner encore un peu plus l'économie aux intérêts étrangers». Mitter-

rand, lors de son débat télévisé avec Barre, avait également fait connaître son hostilité à ces accords.

Dans cette situation, il est donc théoriquement possible que le gouvernement se trouve mis en minorité au Parlement par les votes conjoints de la gauche et du RPR. Il n'est pas certain pour autant que Chirac prenne le risque d'ouvrir une crise sur ce sujet. Le profit politique pour lui serait certainement assez faible : ce type de problème qui ne passionne pas l'opinion, se prête mal à une utilisation démagogique. On peut s'attendre, par contre, probablement, à une bataille d'amendements et à quelques échanges de propos peu amènes entre partenaires de la majorité. Mais il reste peu probable que cela se traduise par une crise d'ampleur. C'est d'ailleurs ce qu'on laissait entendre dans les couloirs du congrès du RPR dimanche dernier.

Bellavita en liberté provisoire

La chambre d'accusation de Paris a décidé hier la mise en liberté d'Antonio Bellavita. L'affaire n'est cependant pas réglée sur le fond : Bellavita reste toujours sous la menace de la demande d'extradition du gouvernement italien, formulée pour atteindre à la Sûreté de l'Etat. Les avocats, M^{rs} Kiejman et M^{rs} Leclerc, ont souligné le caractère nettement politique des motifs de la demande d'extradition. Le maintien en détention pour la publication de documents dans la revue *Contro-Informazione* constituait donc une atteinte de fait à la liberté de la presse.

C'est le 10 mai que sera plaidé le procès d'extradition.

Du renfort pour l'UDF ?

Hitermann, secrétaire général du groupuscule qui s'intitule Parti social-démocrate, proposera au Conseil national de son mouvement d'adhérer à l'UDF. Jusqu'à présent le PSD prétendait se situer aussi bien en dehors de la majorité que de la gauche. Il n'avait pas donné de consignes de vote pour le second tour des élections législatives. Ce groupe s'estime satisfait des tentatives giscardiennes visant à gouverner au centre.

Marée noire au Sénat

Lors d'un débat au Sénat sur les responsabilités dans la marée noire de l'*Amoco Cadiz*, Bécam, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur, a eu fort à faire pour expliquer la totale imprévoyance du gouvernement en ce domaine. On sait par exemple qu'entre le 17 et le 19 mars, le temps était favorable au pompage des cuves ; celui-ci n'a pas pu avoir lieu faute de moyens de pompage immédiatement disponibles, alors que depuis des années, on nous affirmait que la France était à l'avant-garde des mesures de prévention.

Bécam a trouvé moyen de dire que «seulement 1/5 des côtes bretonnes a été touché». En somme, ce n'est pas trop grave. Pour ce qui est de l'indemnisation des victimes, il a admis le principe de l'indemnisation à 90 % des salariés mis au chômage, mais en précisant : «Il ne s'agit nullement de prendre en compte des dossiers injustifiés». Enfin, un plan d'action pour la prévention des marées noires sera élaboré avant le 1^{er} juillet. Ne nous pressons pas trop.

Samedi 15 avril de 14 h à 19 h

SAINT-DENIS

15 RUE CATULLIENNE

Métro Saint-Denis Basilique

MEETING DÉBAT

DE LA BANLIEUE NORD

• TÉMOIGNAGES : Immigrés en lutte

Radio 93. Chausson, Marée noire

• PALESTINE EN LUTTE...

avec un membre de la GUPS.

• Les propositions du PCRml par

YVES CHEVET Membre du Comité Central du PCRml

• FILM : «Pour demain»

Stands, crèche, buvette.

• Les questions se multiplient à la base du PCF sur la ligne et le fonctionnement de leur parti : *Témoignage d'un ancien secrétaire de cellule du PCF de Nanterre.*

• Le Pacte national pour l'emploi du gros Barre une série de «stages-parking» pour les jeunes et le retour au chômage : *Témoignage d'un jeune stagiaire Barre de St Ouen.*

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Arrestation du «cerveau» du gang des Lyonnais

Pierre Pourrat considéré comme le «cerveau» du gang des Lyonnais a été arrêté le 7 avril dernier, lors d'un contrôle d'identité.

Arrêté en décembre 1974 au casino de Charbonnières-les-Bains, près de Lyon, où il sacrifiait à sa passion du jeu, Pierre Pourrat, alias «le Docteur», alias «le Vieux», alias «Tonton», s'était évadé d'une manière spectaculaire de la prison de Valence, où il attendait son procès. Le 19 octobre 1975, il fait semblant de discuter près du mur d'enceinte avec deux autres détenus. Soudain à leurs pieds, atterrissent un pistolet automatique, un couteau à cran d'arrêt et une corde dont l'autre bout est relié à l'extérieur. Pourrat escalade le mur, suivi par les deux autres prisonniers. Depuis, on avait perdu sa trace, et c'est par contumace qu'il avait été condamné à mort.

Foyer de Marange-Silvange : Sollac veut faire expulser des travailleurs immigrés

Le foyer de Marange-Silvange, dirigé par Sollac-Sacilor, a décidé de tripler les loyers, actuellement de 110 F pour les travailleurs immigrés licenciés de la sidérurgie. De plus, le prix des repas a doublé et passe à 12. On se souvient aussi que ce foyer a été attaqué à la bombe à l'époque du premier plan de restructuration de la sidérurgie. Ces hausses ont pour but de forcer les immigrés à quitter le foyer. Une fois dehors ils ne pourront plus trouver un autre logement car les autres foyers ont pour consigne de refuser les travailleurs immigrés au chômage, même s'ils touchent des indemnités. Ne pouvant justifier d'un lieu de résidence ils sont menacés d'expulsion.

Les résidents licenciés ne sont pas prêts à accepter de telles mesures. Le 7 avril, une soixantaine d'entre eux sont allés avec la section CFDT de Sollac à la direction. Ils exigent la suppression des hausses des loyers et des repas et le droit à la formation professionnelle. Jeudi 13 avril, ils vont en délégation à la préfecture de Metz.

Correspondant

Une nourrice condamnée Quand la justice expédie...

Une fouille corporelle rigoureuse, une arrestation en audience, une peine exceptionnellement lourde, la justice se surprend elle-même de ses excès.

Le 6 avril dernier, Mme Torres passait devant le tribunal correctionnel de Versailles pour non-présentation d'enfants à leur mère. Dorlot, le président du tribunal, condamnait d'une manière expéditive Mme Torres à un an d'emprisonnement ferme, et la faisait arrêter à la fin de l'audience pour la mener directement à la maison d'arrêt de Versailles. Mme Torres entamait alors une grève de la faim.

Mais revenons aux faits : en 1970, la mère de deux fillettes les confie aux époux Torres, pour suivre ses études. La mère retourne ensuite en Grèce, son pays d'origine, où elle s'installe. A tel point qu'en 1973, les Torres lanceront un avis de recherche pour la retrouver. La garde provisoire leur est régulièrement renouvelée. Pourtant la mère n'avait pas

totallement disparu, et en novembre 77, la cour d'appel de Paris confirme, sur une action judiciaire de la mère, une décision rendue à Versailles : la mère est autorisée à voir ses enfants une fois par mois, le tribunal jugeant préférable de procéder par étapes dans la restitution des filles à leur mère. Celle-ci intentera alors une action en justice, arguant qu'elle ne pouvait jamais voir ses filles. Le jugement rendu lors du procès du 6 avril, qui ne tenait d'ailleurs aucun compte de l'avis des deux enfants âgées de 14 et 16 ans, a provoqué la surprise dans les milieux judiciaires. Il est vrai que le président de Dorlot ne fait pas l'unanimité, et qu'il est jugé comme étant particulièrement partial, et exercerait son pouvoir de décision plutôt selon ses humeurs que d'après les affaires elles-mêmes.

Immédiatement, le Parquet faisait appel par une procédure d'urgence. Le procès en appel a lieu le 12 avril.

La voix des travailleurs immigrés Radio verte Fessenheim (VTI-RVF) :

Première émission mercredi

Les travailleurs immigrés et Radio Verte Fessenheim annoncent la création d'une nouvelle radio (Voix des travailleurs immigrés - Radio Verte Fessenheim - VTI-RVF) qui émettra dans un premier temps sur le Haut-Rhin, tous les mercredi soir à 19 h 45 entre 100 et 104 mhz (FM/UKW).

VTI-RVF est la première radio des travailleurs immigrés en France et probablement en Europe. Ses objectifs :

- créer un lien entre les travailleurs immigrés eux-mêmes,
- permettre aux travailleurs immigrés de sortir de leur ghetto (racisme, conditions de logement, de travail, insertion des familles, aspect culturel...),
- de créer un dialogue avec la population régionale par delà les frontières (Alsace, Pays de Bade, Suisse du Nord).

(RVF) Radio Verte Fessenheim s'associe à cette initiative vu qu'elle a toujours affirmé défendre la liberté d'expression pour l'ensemble des populations du Breyeckland, y compris donc les travailleurs immigrés représentant une part importante de cette population.

La première émission de VTI-RVF, qui devait avoir lieu mercredi à 19 h 45 entre 100 et 104 MHz, était consacrée à la «loi Stoléro», avec des extraits du sketch «Le Million», de la musique, etc...

Adresse de contact : Alain Boos, Ecole de Koutzenhausen, 67 250 Soultz-sous-Forêt.

Des travailleurs immigrés
avec ceux de Radio Verte Fessenheim



L'armée du peuple

RÉPONDRE PAR LA GUERRE DU PEUPLE AUX ATROCITÉS DU RÉGIME DE SMITH

En lançant des agressions contre le Mozambique, contre les camps de réfugiés, le régime de Smith, dans son impuissance à contrôler le pays, vise plusieurs buts. Il s'agit pour lui d'essayer d'intimider le peuple mozambicain, arrière et allié du peuple du Zimbabwe. Il s'agit également de provoquer une internationalisation du conflit, avec une intervention du social-impérialisme qui lui permettrait de faire appel à une intervention directe des impérialistes occidentaux. De ce point de vue il a échoué.

En massacrant des fem-

mes et des enfants, le régime raciste comptait sur une réponse des forces de libération sur le même terrain, ce qu'il n'aurait pas manqué d'utiliser devant l'opinion publique internationale. Au contraire, l'armée populaire a riposté au massacre de plusieurs centaines de femmes et d'enfants à Chimoi, en novembre, par une attaque contre un objectif militaire, la base de Grand Reef, en décembre. A ce sujet, Eddison Zvobgo nous a déclaré : « Nous n'avons jamais attaqué une seule école de Blancs, nous n'avons jamais attaqué un hôpital, parce que c'est

primitif et barbare de tuer des enfants et des malades. Ian Smith a voulu nous ravalier à son niveau. Imagineriez-vous ce que dirait la presse impérialiste si nous avions tué 300 enfants blancs ? On en parlerait même dans votre Parlement ! Nous avons refusé de nous abaisser au niveau de Ian Smith et nous avons répliqué comme de vrais révolutionnaires. Le 18 décembre, trois semaines après le raid rhodésien de Chimoi, nous avons attaqué la base militaire de Grand Reef, nous l'avons détruite. Elle a été fermée depuis.

théâtre des opérations, des soldats ennemis furent aperçus dans les villages proches, avec du sang sur leurs vêtements, à la recherche d'eau. Certains étaient si sonnés et désespérés qu'ils burent de l'eau qui avait été utilisée pour faire la vaisselle.

Le jour suivant, un hélicoptère ennemi et un avion de reconnaissance survolèrent le théâtre des opérations et 2 autres avions arrivèrent pour évacuer les blessés vers Salisbury.

Le succès de nos forces dans l'attaque du Grand Reef est un résultat de l'aide croissante apportée par les masses à nos combattants et de la conscience politique et de l'habileté technique accrues des combattants eux-mêmes.

Notre victoire à Grand Reef est un autre coup dévastateur pour le moral de l'ennemi et un aversissement de plus pour le régime de Smith et ses marionnettes, que le jour de la liberté et de l'indépendance nationale, gagné sur le champ de bataille, se précise chaque jour.

Pamberi Ne Chimurenga
La lutte continue

Publié par le Département de l'Information et de la presse de la ZANU (PF). Le 4/1/78

Communiqué de guerre de la ZANU LA PRISE DE GRAND REEF

Le 17 décembre 1977, nos forces ont lancé une victorieuse attaque contre la base militaire aérienne de Grand Reef à l'ouest d'Umtali. Cette base est un centre pour les attaques contre notre peuple dans les zones semi-libérées à l'est du pays, et pour l'agression contre la République Populaire du Mozambique. Elle est donc d'une grande importance pour l'ennemi.

L'attaque, qui fut exécutée par une compagnie composée de nos camarades munis d'artillerie et d'armes légères, fut précédée d'une soignée reconnaissance. Nos forces choisirent un moment où le camp était gardé avec moins d'attention et purent prendre position à l'intérieur du périmètre du camp, à environ 100 mètres des constructions. On pouvait entendre la musique provenir de l'intérieur.

Une unité d'artillerie de la ZIPA ouvrit le feu la première, et après quelques minutes l'ennemi riposta. Cependant, les for-

ces ennemies estimées à environ 500, ont complètement été surprises, et furent incapables de mettre en œuvre une résistance effective. Nos camarades purent continuer le bombardement durant une demi-heure.

Environ 400 soldats ennemis, selon nos estimations, furent mis hors de combat et ne prendront plus part à l'oppression de notre peuple, ni à l'agression criminelle contre les états voisins.

Un de nos camarades a été tué et 5 autres blessés.

Nous avons infligé à l'ennemi de lourdes pertes en matériel, comprenant la destruction de 20 avions militaires, 2 voitures blindées, 18 camions, 12 voitures privées et 2 réservoirs d'essence. Parmi les installations détruites par notre feu, se trouvait l'armurerie. Une unité d'élite de la ZIPA coupa la ligne électrique reliant Salisbury à Umtali, privant de lumière certaines parties d'Umtali.

Après que nos camarades se furent retirés du

Le communiqué militaire de la ZANU est extrait du bulletin du Comité Zimbabwe qui a également publié le discours de Robert Mugabe pour l'année 1978.

Le Comité Zimbabwe publie également Zimbabwe News, organe officiel de la ZANU, traduit en français.

Comité Zimbabwe
15 rue Marcheron - 92 170 Vanves

ZIMBABWE : L'INDÉPENDANCE VÉRITABLE PAR LA LUTTE

vers la victoire

Sur la base du travail politique et de la mobilisation populaire effectués par les forces armées patriotiques de la ZANLA depuis des années, l'armée populaire du Zimbabwe a pu remporter en 1977 des victoires décisives. Début 1977, c'était l'échec de la conférence de Genève. Après cet échec, le Front Patriotique appelait au renforcement de la lutte armée et l'année 1977 voyait les forces patriotiques prendre le contrôle des 2/3 du territoire.

Comme chaque fois que le peuple remporte des victoires, cette situation a poussé les impérialistes anglo-américains à proposer une reprise des négociations pour tenter d'obtenir au plus vite un cessez-le-feu et essayer de limiter les dégâts.

Si le Front Patriotique a accepté de reprendre ces négociations pour gagner des points sur le front diplomatique en recueillant le fruit des victoires militaires, et pour isoler davantage le régime raciste, les forces de libération ont encore intensifié la lutte pendant la

période des négociations (Malte en janvier, Dar-Es Salam cette semaine). Le peuple du Zimbabwe ne se soumettra pas à un cessez-le-feu en fonction de vagues promesses des impérialistes.

En effet, 1978 doit, pour la ZANU être l'année décisive, l'année du peuple, l'année de la victoire. Dans son message de nouvelle année, Robert Mugabe, président de la ZANU et co-leader du Front Patriotique déclarait : « L'année 1978 doit être, si nos propres efforts de combat et d'organisation redoublent, l'année décisive. Rappelez-vous qu'en ce début d'année, un terrain plus favorable est apparu avec la saison nouvelle. L'ennemi a peur, il est en plein désarroi et résigné complètement à la défaite. Ce n'est pas le moment de relâcher nos efforts. Frappons-le jusqu'à la défaite. Renversons la citadelle. Ne lui laissons pas une minute de répit ! Pourchassons-le dans tous les recoins ! Débarrassons notre pays de la vermine des colons ».

L'EDUCATION POLITIQUE DANS L'ARMÉE

Extraits d'une déclaration d'Eddison Zvobgo

« Il y a dans l'armée plusieurs couches sociales : il y a ceux qu'on peut appeler travailleurs... puis les étudiants qui n'ont pas travaillé, qui étaient dans les écoles quand le régime de Smith les a fermées, et ont passé la frontière pour rejoindre la lutte. Certains sont issus de la petite bourgeoisie, d'autres de la classe paysanne...

La majorité vient de la classe paysanne. Certains viennent avec des diplômes. Moi par exemple, je suis un fils de paysan, mais il s'est trouvé que par différents moyens j'ai pu avoir une éducation, aller à l'Université, devenir avocat, mais je n'ai pas la possibilité d'exercer. Enfin, il y a ceux qui ont quitté le service du gouvernement. Pour nous, ce ne sont pas vraiment des travail-

leurs... Ils viennent aussi nous rejoindre.

(...) Tout ce regroupement de gens, nous avons voulu en faire vraiment un tout par un programme politique très strict d'éducation. Notre journée est divisée en trois périodes. Nous l'appelons la « journée Mugabe » : six heures d'étude, six heures de pratique (entraînement ou combat), six heures de travail, cela fait dix huit heures. Dans ces six heures d'étude, nous encourageons tous les camarades à étudier, suivant un plan très précis, de telle sorte qu'ils puissent commencer à comprendre qui est l'ennemi. C'est élémentaire, quand ils arrivent au camp, l'identification de l'ennemi, et le rapport de cela avec le matérialisme dialectique.

Nous leur demandons aussi dans leur étude

d'avoir la relation entre théorie et pratique. Nous soulignons que la théorie n'a jamais libéré personne dans aucun pays. C'est important : elle doit être liée à la pratique révolutionnaire.

Comme on est toujours exposé au danger de l'ennemi, c'est beaucoup plus facile d'acquérir une formation idéologique en un temps très court. Nous allons créer très rapidement une mentalité révolutionnaire spécifique parmi les quarante mille hommes de notre armée. Et cela va continuer à se développer... Dans un an nous croyons que la conscience révolutionnaire et la clarté idéologique seront bien meilleures qu'aujourd'hui. Car nous apprenons de nos erreurs et nous essayons de rectifier ».



Dans l'Humanité

LA PAROLE AU PCI DEFENSEUR DE L'ETAT BOURGEOIS

L'Humanité par ailleurs extrêmement discrète sur les appels à la délation et les menaces d'exclusion des syndicats faites par les dirigeants du PCI, donne très largement la parole sur une page, à Reichlin, directeur de l'Unité, organe du PCI, pour lui permettre de justifier la politique de son parti, une politique de défense de l'Etat bourgeois, particulièrement développée depuis le début de l'affaire Moro.

Reichlin diagnostique : pour lui, le terrorisme est le résultat de la crise de la société en Italie. Quelle issue donner à cette crise ? Dans toute son interview, il ne sera jamais question, même formellement, des revendications des travailleurs, du chômage, des libertés. Pour Reichlin, il faut avant tout défendre l'Etat. Ainsi parmi les tâches du PCI, il cite en premier : «Lier les grandes masses aux institutions ; accomplir un vaste travail pour isoler l'idéologie du terrorisme, renforcer les facteurs d'unité démocratique et de classe». C'est au nom de tels raisonnements

qu'aujourd'hui les dirigeants syndicaux font la chasse aux militants qui sont sur les positions : «Ni pour les Brigades rouges, ni pour l'Etat».

A la question qui lui est posée pour savoir si un renforcement de l'Etat ne constitue pas une menace pour la liberté, il répond : «En réalité, dans la situation italienne, le danger ne vient pas du renforcement de l'Etat, mais bien de son affaiblissement. Cela est une conséquence d'un long et mauvais gouvernement du pays, qui, d'un côté, s'est aliéné la confiance populaire, et d'un autre a rendu inefficaces les appareils. Il s'agit donc bien de renforcer l'Etat, mais dans le sens de sa rénovation et de sa moralisation». C'est pour cela que depuis un an, le PCI a voté diverses mesures donnant à la police un pouvoir exorbitant : droit de perquisition et de garde à vue sans contrôle judiciaire, droit de tirer à vue sur les manifestations, déportation de suspects dans les îles, etc..

Reichlin est bien obligé de reconnaître que la politique du PCI rencontre une opposition à gauche. Mais, feignant d'ignorer que cette opposition se développe parmi les travailleurs dans les syndicats (les dockers de Gênes par exemple), il n'accepte de dialoguer qu'avec les intellectuels : «La position de quelques intellectuels (et je dis bien quelques, car la majorité n'a pas cette opinion) est qu'il ne vaut pas la peine de défendre l'Etat». Et le directeur de l'Unité répond : «Il faut rénover, c'est sûr, mais comment peut-on rénover un Etat qui s'effondre sous les coups du terrorisme?... Dire que l'Etat est seulement corruption et arrogance, c'est du manichéisme. Cela montre qu'on ignore les énormes conquêtes arrachées par les travailleurs dans les dernières décennies... Le grand effort des communistes tend à lier étroitement la défense des institutions et le changement dans la façon de gouverner».

Si, pour le PCI, la défense de l'Etat bourgeois

est si précieuse, c'est qu'il a conquis au niveau des gouvernements régionaux, au niveau des entreprises d'Etat et des commissions de l'Assemblée un certain nombre de places qui lui permettent d'être aujourd'hui à l'orée du compromis historique. Cela, il ne veut le perdre à aucun prix, parce que cette collaboration avec la démocratie-chrétienne, acceptée par celle-ci après des années d'effort est une première étape pour l'avancée du projet de société du PCI.

Si dans son interview, Reichlin édulcore pour le public français les violentes attaques contre les révolutionnaires qu'on peut trouver en Italie dans son journal, il n'en maintient pas moins un amalgame entre les Brigades rouges et les organisations révolutionnaires. Il insinue en effet : «Autour de ce parti armé on trouve un mouvement qui le côtoie et qui oscille entre légalité et illégalité, qui théorise sur la violence de masse et pratique la guérilla urbaine.»

Espagne : manifestation en Catalogne contre des expropriations

Dimanche, 7 000 personnes ont manifesté à Mollet, à 10 kms au Nord de Barcelone, contre la construction d'une «ville nouvelle». Il s'agit d'une zone industrielle dépourvue d'équipements collectifs. Ce projet, destiné à «décongestionner» et qui a donné lieu à une importante spéculation foncière a déjà provoqué l'expropriation de 1 500 hectares de bonne terre. Les manifestants, parmi lesquels de nombreux syndicalistes paysans ont scandé des slogans contre cette urbanisation faite au mépris des intérêts des travailleurs et contre le pacte de la Moncloa, par lequel les directions syndicales ont accepté la politique d'austérité du gouvernement.

Zimbabwe : les racistes et leurs fantoches refusent de négocier

Le gouvernement du raciste Smith, augmenté des ministres noirs qui ont accepté de collaborer avec lui qui se baptise maintenant «gouvernement intérimaire multiracial» vient de refuser de participer aux négociations pour l'indépendance du Zimbabwe sur la base du plan anglo-américain.

Ce refus ne change pas grand-chose. De toute façon, le gouvernement de Salisbury ne participait pas à la première phase des négociations, à Dar es Salam où doivent se discuter les questions militaires. Que Smith et ses fantoches participent ou non aux négociations, qu'ils se soumettent ou non à un règlement, cela dépend des pressions que les USA et la Grande-Bretagne feront sur ce régime.

Canada-URSS

Le ministre canadien de la défense a déclaré qu'après deux mois d'efforts et six millions de dollars de frais, le gouvernement canadien n'a retrouvé qu'un panier de débris radio-actifs du satellite russe. Cela n'élimine pas les dangers qui pèsent sur le Nord-Ouest du pays. Le gouvernement canadien se propose de présenter à l'URSS la note des frais de recherche et des dégâts. On sait déjà que Brejnev refuse de payer, prétextant que l'URSS aurait pu faire les recherches elle-même sur le territoire canadien.

Pologne-URSS

Des manœuvres militaires conjointes d'unités d'artillerie ont eu lieu sur le territoire de la Pologne avec des forces de l'URSS, de l'Allemagne de l'Est et de Pologne au début de ce mois.

Conférence des agences de presse des pays non-alignés

Le comité de coordination des agences de presse des pays non-alignés a tenu sa deuxième conférence à Djakarta (Indonésie) avec la participation de quatorze délégations et d'observateurs des pays du Tiers-Monde. La conférence avait pour but de modifier une situation dans laquelle les informations sur les pays non-alignés et des pays du Tiers-Monde proviennent des grandes agences de presse des pays développés. Elle a adopté des mesures visant à augmenter le volume des informations circulant directement entre ces pays. C'est ainsi que l'agence de presse yougoslave Tanyug a annoncé qu'elle financerait l'achat de telex pour dix pays du Tiers-Monde qui ne disposent pas d'agence de presse nationale.

Tiers-Monde

Une réunion s'est tenue du 5 au 7 avril à Genève pour préparer la création d'un conseil d'associations des pays du Tiers-Monde producteurs-exportateurs de matières premières. Alors qu'il n'existe pour le moment que des regroupements et des associations par produits, ce conseil permettrait aux différentes associations de coordonner leur lutte pour défendre et améliorer le pouvoir d'achat des pays producteurs et d'harmoniser les actions de ces associations par des échanges d'informations et d'expériences. Les représentants de 37 pays du Tiers-Monde participaient à cette première conférence.

«Le retrait israélien»

TOUS LES SOLDATS RESTENT AU SUD LIBAN

Mardi, les Israéliens devaient commencer ce qu'ils appelaient leur retrait. Ils ne devaient en fait abandonner que quelques positions dans la région de Marjayoun, pour les remettre à l'ONU. Les quelques soldats qui les occupent ne quittent d'ailleurs pas le Liban, mais se replient seulement de 2 à 5 kilomètres. Le 14 avril la même comédie doit se reproduire dans le secteur central le long de la rivière Litani cette fois les troupes israéliennes se retireraient de 6 kilomètres.

Le prétendu retrait partiel des troupes israéliennes signifie en réalité le maintien de l'armée israélienne au Sud-Liban. Les forces de l'ONU offrent une sorte de ceinture de sécurité aux troupes d'occupation le long de la rivière Litani, légitimement en quelque sorte la présence israélienne au Sud.

Selon des informations de Beyrouth, 500 soldats

libanais devaient se rendre dans le Sud, non pour combattre l'invasion mais pour collaborer avec les forces de l'ONU. Comment cette force est-elle constituée ? Est-ce la remise à jour du vieux projet des fascistes libanais de reconstituer une armée autour de leurs unités, et qui a toujours échoué jusque-là ? En tout cas sa mission se conforme au vœu des Israéliens de voir des forces libanaises prendre position au Sud contre les Palestiniens.

RENFORTS DE CASQUES BLEUS

L'ambassade américaine à Katmandou, capitale du Népal a annoncé que l'US Air Force devait transporter mardi 600 casques bleus népalais supplémentaires pour la FINUL, la force de l'ONU au Liban. Cela porterait les effectifs de cette force à un peu



Un soldat français des forces de l'ONU surveille la vallée du fleuve Litani

plus de 2 600. Lundi le secrétaire de l'ONU devait annoncer l'envoi entre le 14 et le 20 avril de 500 soldats français supplémentaires ce qui porterait les effectifs de la FINUL à plus de 3 000. Avec les 1 100 déjà en activité, et les 500 à venir, la France en fournit plus de la moitié. Depuis dimanche, le général Cuq a pris son poste de commandant en chef adjoint de la force des Nations-Unies. Le général Cuq, âgé de 51 ans, a fait la guerre d'Indochine et la guerre d'Algérie, et commandait l'artillerie des unités parachutistes de la force française d'intervention.

La place de la France est de plus en plus grande dans la force de l'ONU.

Cela lui confère des moyens pour faire prévaloir ses vues dans le cadre d'un éventuel règlement.

Mais elle représente en même temps directement le Conseil de Sécurité où prévalent Américains et Soviétiques. Fondamentalement, la force de l'ONU vise à imposer les principes sur lesquels s'entendent USA et URSS : reconnaissance de l'Etat d'Israël avec frontières garanties, ce qui très concrètement se traduit aujourd'hui par une participation à l'étouffement de la résistance. Que signifient les mots sur la reconnaissance des droits du peuple palestinien, quand au nom de ces principes, on protège des assassins, les criminels de guerre de Tel Aviv ?

Les nouvelles positions américaines

Les Etats-Unis seraient sur le point de proposer un accord tripartite entre eux-mêmes, Israël et l'Egypte afin de relancer les négociations entre le Caire et Tel Aviv. Les Etats-Unis envisagent de proposer d'installer l'US Air Force dans les bases du Sinaï établies par Israël. L'Egypte demandait leur abandon, ce que refuse Israël. Les Etats-Unis offriraient ainsi à Israël une protection rapprochée, renforcée par leur proposition d'installer une base navale à Haïfa et disposeraient en même temps de nouvelles bases à proximité de l'Afrique.

Le voyage de Carter en Amérique Latine

abonnez-vous

abonnez vos amis



LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT

A un abonnement à :

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCR ml.
- *Pékin Information*.
- *La Chine en construction*.
- Réception du Manifeste pour le Socialisme.

et à un livre ou un disque au choix :

Le tome V de Mao Tsé-toung.

Ou parmi les livres :

- *Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un communiste* (Paule Lejeune)
- *+ La Commune en bandes dessinées*
- *Les dix jours qui ébranlèrent le monde* (John Reed)
- *Ma plume au service du prolétariat* (Haoran)
- *Danger ! Amiante* (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu, CFDT, CGT, FEN)
- *La Commune de Paris* (Lissagaray)
- *La Chine à la mort de Mao* (Alain Bouc)
- *L'usine de la peur* (Daniel Bouvet)
- *Salariés aux pièces*
- *L'électro-nucléaire* (CFDT)
- *Nucléaire, danger immédiat*
- *Les écoles rurales, quel avenir ?*

Parmi les disques :

- *Kan Bale lu poblek breizh*, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons.
- *Viva la Vida*, Carlos Andreou.
- *Terre de ma patrie*, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balaline.
- *Radio Renaissance*, chants interprétés par le GAC.
- Au choix, disques chiliens : *Checca* ☐ *Chile* ☐ *Resistencia* ☐
- *Naussac*
- *La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants*
- *Ki Du* (Gilles Servat)
- *Ça branle dans le manche* (François Tusques)
- *Le pouvoir des mots* (Gilles Servat)
- *Dansons avec les travailleurs immigrés* (François Tusques)

Sur présentation de la carte «abonné-ami» du Quotidien du Peuple

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRml
- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

Nom (en capitales).....
Prénom.....
Ville.....

Date :

- Abonnement normal 350 F ☐
- Abonnement de soutien 500 F ☐
- ... F ☐

Mode de versement : - en une fois ☐ - en trois fois ☐

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix. Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F) échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages.

BRÉSIL : OPPOSITION AU LEADERSHIP US

LE PROGRAMME NUCLÉAIRE COÛTE QUE COÛTE

A Brasilia, puis à Rio de Janeiro, l'accueil a été plus froid encore : dans son discours de bienvenue, le dictateur Gersel a souligné que Carter s'était invité lui-même. Le principal point de litige porte sur l'accord nucléaire germano-brésilien, signé le 27 juin 1975. Carter espérait voir le Brésil revenir sur sa décision, ou faire pression sur l'Allemagne. Tous deux ont refusé la moindre concession. L'administration Carter, redoute de voir le géant brésilien utiliser les installations nucléaires, livrées par l'Allemagne à des fins militaires et elle a en mémoire le précédent indien de 74.

A cela, le Brésil rétorque qu'il a respecté la législation internationale et les traités en vigueur : statut de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (26 Octobre 1956), traité de Tlatelolco sur la proscription des armes nucléaires en Amérique latine, du 14 février 1967, traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de 1968. Le

programme brésilien est d'une singulière ampleur : 60 usines, 80 milliards de KW d'ici à l'an 2000 pour un coût total de 8 milliards de dollars, le tout sous l'égide de Nuclebras. Mais surtout, l'accord conclu avec la RFA comporte le cycle complet de combustible, c'est-à-dire l'enrichissement de l'uranium et le traitement du combustible usé. Le cycle complet permet d'obtenir du plutonium fissile, base de la fabrication d'armement atomique.

L'historique de ce problème permet de mesurer la série des concessions faites par Washington. Dans les années 60, le Brésil, sous la dictature de Goulard, avait envisagé d'établir son programme sur la base du thorium, dont il possède d'immenses réserves. Mais, comme il fallait pour cela une charge initiale d'uranium à teneur militaire, les Etats-Unis refusèrent, comme ils refusèrent quelques années plus tard de livrer de l'uranium enrichi. En janvier 77, Joseph Nye, sous secrétaire aux affaires Nucléaires, déclarait que les Etats-Unis étaient prêts à

fournir de l'uranium enrichi au Brésil à condition qu'il renonce à l'accord avec la RFA. Carter, à l'occasion de son voyage, a proposé à présent de fournir la technologie nécessaire à l'utilisation du thorium. Mais le Brésil a pour l'instant repoussé ces avances... tardives ! Et entend mener à son terme le programme nucléaire prévu... d'autant plus que le thorium ne sera pas utilisable avant plusieurs années. En fait, la cause était perdue d'avance et Carter n'a pu qu'enregistrer l'échec de ses propositions.

LA «DEMOCRATIE RELATIVE» : UN NOUVEAU NOM POUR LE FASCISME

Sur la question des droits de l'homme aussi, Carter a battu en retraite. Ce qu'il en a dit était bien plus modéré que ne l'entendaient les Brésiliens.

Peu de jours avant, 3 cadavres avaient été découverts, victimes du sinistre escadron de la mort. Le 14 mars dernier, 11 personnes professeurs, avocats et journalistes ont encore été arrêtés. Carter, en accep-

tant de rencontrer officiellement le successeur désigné de Gersel, le général Figueredo, a en fait apporté sa caution à la politique de «démocratie relative» préconisée par les fascistes brésiliens, qu'ils appellent encore «institutionnaliser les idées... du mouvement de 1964», et qui n'est autre qu'un changement dérisoire de façade.

Le voyage de Carter en Amérique a été un fiasco. Des pays engagés dans le Mouvement du Tiers Monde comme le Venezuela et dans une moindre mesure le Brésil n'acceptent plus le leadership des Etats-Unis qui n'est plus le premier fournisseur d'armes de l'Amérique latine, et dont les échanges globaux avec le sous-continent se sont équilibrés légèrement en faveur des latino-américains. Mais cette volonté d'émancipation nationale n'empêche pas le Venezuela d'avoir pratiqué une répression brutale contre le mouvement étudiant il y a environ deux mois, et le Brésil d'être une dictature fasciste sanguinaire.

Hélène VARJAC

Le plus haut diplomate soviétique à l'ONU refuse de rentrer en URSS

C'est une petite «bombe» qui a éclaté dans le milieu diplomatique de l'ONU. Anatoly Chevtchenko, le plus haut diplomate soviétique en poste à l'ONU (il est sous-secrétaire général) et détenteur, en tant que spécialiste des affaires de désarmement, d'informations confidentielles, a annoncé son intention de ne pas retourner en Union soviétique, en raison de «divergences avec son gouvernement». Aussitôt, le gouvernement soviétique a protesté, estimant que l'affaire est un coup monté par la CIA. La femme de Chevtchenko, qui réside en URSS a affirmé quant à elle, que son mari n'était pas dans un état «normal» quand il a pris sa décision. Pour l'instant, les motifs de cette décision ne sont pas vraiment éclaircis. Des raisons d'ordre sentimental pourraient ne pas y être étrangères.

La CGT : pour le droit de grève à l'Est

Le Peuple, organe officiel de la CGT, publie un dossier consacré au prochain Congrès de la FSM (Fédération Syndicale Mondiale) qui va se dérouler à Prague du 16 au 23 avril. La CGT

annonce qu'elle présentera un texte exigeant pour tous les travailleurs y compris dans les pays de l'Est le droit de grève, de réunion, de presse, les pleins droits civils et politiques.

TCHAD

Six coopérants français affectés à Abéché ont décidé de revenir en France car ils estiment que leur «sécurité personnelle n'est plus assurée» par le gouvernement tchadien. Ils affirment eux-mêmes que cette insécurité tient à la profonde hostilité manifestée par le peuple tchadien à la présence de militaires français.

PORTUGAL

Un nouveau mouvement politique vient d'être créé à l'initiative d'Otelo de Carvalho. Il se réclame du courant qui s'était créé autour de sa candidature à l'élection présidentielle de juin 1976 et s'appelle l'OUT (Organisation Unie des Travailleurs).

SAHARA

Au début du mois d'avril, l'armée de libération populaire sahraouie a attaqué plusieurs positions et unités des forces d'occupation d'Hassan II, notamment à Jpiria et Tifariti. Plusieurs dizaines de soldats marocains ont été mis hors du combat et des dépôts de munitions et de carburant ont été détruits.

Italie : un gardien de prison abattu à Turin

Un gardien de la prison de Turin où sont détenus les principaux dirigeants des Brigades Rouges a été abattu mardi matin à la sortie de son domicile par un commando de deux hommes et d'une femme. Chargé de la surveillance des conversations entre familles et détenus, le gardien avait déjà été menacé et sa voiture incendiée. Avant d'être abattu, il a riposté et blessé grièvement un de ses agresseurs, qui est actuellement hospitalisé.

La veille à Turin un commando avait pénétré chez un gynécologue et lui avait tiré une rafale de mitraillette dans les jambes. Le médecin était accusé d'avoir refusé de pratiquer un avortement.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

PROGRAMME TÉLÉ Mercredi 12 avril

TF 1

20 h 00 - Journal
20 h 30 - Les Claudines. Série de 4 émissions d'après l'œuvre de Colette. N° 1 : Claudine à l'école.
21 h 50 - Journal de voyage avec André Malraux. Série Jean Marie Drot. Promenade imaginaire en Espagne avec Goya.
22 h 45 - Titre courant
23 h 05 - Journal et fin

A 2

20 h 00 - Journal
20 h 30 - Football : Bastia-Zurich. Demi-final de la coupe de l'UEFA. Match retour en direct de Bastia
22 h 15 - Les jours de notre vie
23 h 10 - Journal

FR 3

20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Fantômes à l'italienne. Film italien de R. Castellani (1967). En version française.
22 h 10 - Journal
22 h 25 - Ciné regards. Hollywood USA : Clint-Eastwood A l'Ouest, un homme tranquille.
22 h 55 - Fin des émissions

Jeudi 13 avril

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure
18 h 25 - Pour les jeunes
18 h 55 - Le village englouti
19 h 15 - Une minute pour les femmes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Jean-Christophe. Feuilleton TV en 9 épisodes, d'après l'œuvre de R. Rolland. N° 7 : Emmanuel.
21 h 20 - L'événement
22 h 30 - Ciné Première. Emission d'A. Halimi. Invité R. Barjavel.
23 h 00 - Journal

A 2

17 h 55 - Fenêtre sur...
18 h 25 - Dessins animés
18 h 40 - C'est la vie
18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Assemblées parlementaires : Le Sénat
20 h 00 - Journal
20 h 35 - De mémoire d'homme. Emission de P. Bellemare. L'affaire Von Rath. Les innombrables énigmes mineures de l'histoire.
23 h 00 - Spécial buts
23 h 10 - Journal

FR 3

18 h 35 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre. CFDT.
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Thérés Raquin. Film français de M. Carné (1953). D'après une œuvre de Zola. Avec Simone Signoret, Raf Vallone, J. Duby.
Drame psychologique
22 h 10 - Journal et fin



L'établi

de Robert Linhart Editions de Minuit

Septembre 1968. Dans l'enthousiasme qui a suivi les événements de mai, des centaines de jeunes intellectuels partent «s'établir» dans les usines. Pour y connaître concrètement la réalité de la condition ouvrière pour certains, pour y mener un travail d'agitation politique pour d'autres. Robert Linhart est de ceux-là.

«A l'intérieur, l'établissement spectaculaire, les journaux en font toute une légende. Vu de l'usine, ce n'est finalement pas grand chose. Chacun de ceux qui travaillent ici a une histoire individuelle complexe, souvent plus passionnante et plus tourmentée que celle de l'étudiant qui s'est provisoirement fait ouvrier. Les bourgeois s'imaginent toujours avoir le monopole des itinéraires personnels. Quelle farce ! Ils ont le monopole de la parole publique, c'est tout. Ils s'étalent. Les autres vivent leur histoire avec inten-

sité, mais en silence. Personne ne naît O.S. ; on le devient».

Aussi le livre de R. Linhart est-il surtout une description de cet univers que constitue une usine de montage automobiles, en l'occurrence les ateliers Citroën de la Porte de Choisy. Une description concrète et sans complaisance de la réalité de l'exploitation quotidienne : (...) «La chaîne, le défilé des 2 CV, le minutage des gestes, tout ce monde de machines où l'on se sent menacé de perdre pied à chaque instant, de «couler», de «loucher», d'être débordé, d'être rejeté ou blessé ou tué. La peur supprime de l'usine parce que l'usine, au niveau le plus élémentaire, le plus perceptible, menace en permanence les hommes qu'elle utilise. Quand il n'y a pas de chef en vue, et que nous oublions les mouchards, ce sont les voitures qui nous

surveillent par leur marche rythmée, ce sont nos propres outils qui nous menacent à la moindre inattention, ce sont les engrenages de la chaîne qui nous rappellent brutalement à l'ordre. La dictature des possédants s'exerce ici d'abord par la toute puissance des objets».

Face à cette exploitation, face au «Système Citroën», les ouvriers, immigrés pour la plupart. La lutte : une grève organisée contre la «récupération» des jours perdus en mai-juin 68. Mais aussi la résistance quotidienne, multiforme : le combat opiniâtre, permanent des travailleurs pour leur dignité, pour faire valoir leur qualité d'homme dans cet univers inhumain où tout est fait pour les broyer, pour les réduire à l'état de machine.

Essayez donc d'oublier la lutte des classes quand vous êtes ouvrier d'usine : le patron, lui, ne l'oublie pas et vous pouvez comp-

ter sur lui pour vous en rappeler l'existence !»

En ces temps, si nombreux sont ceux qui cherchent à nous en détourner, voire à la nier, le livre de R. Linhart vient à point rappeler quelques faits d'évidence.

On peut toutefois regretter que du récit se dégage une impression, non d'échec, mais d'impuissance : certes la lutte est nécessaire, elle est possible, mais en fin de compte la grève, si elle laisse des traces dans la conscience des ouvriers de l'usine, n'a pas vraiment ouvert de perspectives nouvelles. Tirer un bilan n'était certainement pas le but de R. Linhart. Et il faut sans doute rapporter les limites de l'action entreprise alors par ces camarades qui allèrent s'établir, sans autre perspective politique que l'espérance née de mai 68. Un livre à lire.

Et l'acier fut trempé

109^e épisode

Un soldat de part et d'autre de la frontière soviéto-polonaise.

Il est interdit de parler le long de la frontière, mais lorsque tout est désert aux alentours et que les silhouettes les plus proches sont à un kilomètre, qui saura si ces deux-là observent le silence ou s'ils violent les lois internationales.

Le Polonais voudrait fumer, mais il a oublié ses allumettes à la caserne et le vent, comme pour se moquer de lui, apporte du côté soviétique une séduisante odeur de fumée. Il cesse de frotter son oreille glacée et jette un coup d'œil en arrière : parfois une patrouille montée, commandée par un margis-chef ou même par le lieutenant, fouine le long de la frontière et émerge brusquement d'un pli du terrain, vérifiant les postes. Mais tout est vide. La neige étincelle au soleil. Pas un flocon dans le ciel.

— Camarade, donne-moi du feu.

Le Polonais a violé le premier, dans sa langue, la loi sacrée. Et, rejetant dans son dos le fusil français à magasin, muni de son sabre-baïonnette, il extrait difficilement de sa poche, peinant avec ses doigts raides, un paquet de cigarettes bon marché.

Le soldat rouge entend la demande, mais le règlement du service en campagne des unités de la frontière interdit toute conversation avec ceux de l'autre côté; en outre, il n'a pas très bien

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

compris ce qu'a dit le soldat. Et il poursuit son chemin, posant fermement sur la neige craquante ses pieds chaussés de bottes chaudes et confortables.

— Camarade bolchévik, lance-moi une boîte d'allumettes ! dit le Polonais, en russe cette fois.

Le soldat rouge dévisage son voisin : « Il a l'air d'être gelé jusqu'aux tripes, le pan. Tout en étant un soldat bourgeois, il n'a pas la belle vie. On l'a flanqué dehors, par ce froid, avec une capote de rien du tout, et il est obligé de sauter comme un lièvre. Ne pas pouvoir fumer, avec ça, c'est la fin de tout. » Et, sans se retourner, il lance une boîte. L'autre l'attrape au vol et, après avoir cassé quelques allumettes, finit par en allumer une. La boîte repasse la frontière par le même procédé, et le soldat rouge viole la loi à son tour, sans y prendre garde.

— Tu peux les garder, j'en ai d'autres.

Mais il entend, d'au-delà de la frontière :

— Non, merci, cette boîte me vaudrait deux ans de prison.

Le soldat rouge le regarde et voit l'image d'un avion, un poing noueux à la place de l'hélice, avec l'inscription : « Ultimatum ».

« Oui, en effet, ce n'est pas indiqué pour eux. » Le Polonais continue de marcher dans le même sens que lui. Il s'ennuie dans ce champ désert.

Les selles craquent rythmiquement, le trot des chevaux à quelque chose de tranquillisant dans sa régularité. Autour des naseaux de l'étalon moreau, les poils sont couverts de givre; l'haleine de la bête se condense en une vapeur blanche et s'évanouit dans l'air. La jument du commandant de bataillon a une démarche gracieuse; elle joue avec les rênes, cambrant son cou mince. Les deux cavaliers portent des capotes grises barrées d'un baudrier, avec trois carrés rouges sur les manches. Mais le commandant de bataillon Gravitov a des pattes de col vertes, alors que celles de son compagnon sont rouges. Gravitov fait partie des gardes-frontières. C'est son bataillon qui aligne ses postes sur les soixante-dix kilomètres de ce secteur. Ici, il est « chez lui ». Son compagnon vient de Berezdov, c'est le commissaire politique d'un bataillon de préparation militaire. Il s'appelle Kortchaguine.

La neige tombée au cours de la nuit s'étend, duveteuse et molle, sans une empreinte de sabot de cheval ou de pied humain. Les cavaliers sortent d'un bosquet et s'engagent dans le champ. A une quarantaine de pas, deux autres poteaux.

— Prrr !

Gravitov tire sur les rênes. Kortchaguine fait pivoter sa monture pour voir la cause de l'arrêt. Penché vers le sol, son compagnon examine attentivement, du haut de sa selle, une étrange succession d'empreintes sur le sol, où quelqu'un semble avoir promené une roue dentée. Un petit animal rusé est passé ici, meltant les pattes de derrière dans les traces de celles de devant et brouillant ses traces par des lacets compliqués. Il est difficile de voir d'où vient la piste, mais le commandant s'est arrêté pour une autre raison. A deux pas de là, on aperçoit d'autres empreintes saupoudrées de neige.

(à suivre)

MARÉE NOIRE : LE SCANDALE DES FOSSES

Un grave danger pour les nappes phréatiques

De notre envoyé spécial Pierre PUJOL

Tandis que la presse locale préfère garder le silence sur les dangers encourus par les nettoyeurs des plages, on prend de plus en plus conscience d'un autre scandale du plan Polmar : creusement hâtif de fosses dans les dunes pour stocker des déchets mazoutés (cf QdP de mercredi). Le cordon dunaire est littéralement massacré. De plus, les nappes phréatiques sont menacées par les infiltrations de mazout, comme un géologue l'a expliqué à notre envoyé spécial.

Partout, le long de la côte Nord du Finistère, le nettoyage continue avec de petits moyens comme toujours, les pelles, les seaux, les tonnes à lisier. Sur toute la côte, le déploiement militaire est considérable. Sur les étroites routes littorales, on voit passer d'étranges cortèges de camions militaires roulant en trombe tous phares allumés. Sur les plages, sous la surveillance de gradés, le plus souvent des engagés, des appelés travaillent, les vêtements complètement imprégnés de mazout. Aux carrefours, des jeeps de l'armée frêtées par la sécurité militaire stationnent. Casqués de blanc, leurs occupants empêchent les voitures ci-

viles d'utiliser certains itinéraires, sous prétexte de la circulation rapide des camions. Le but de ce déploiement ostensible des troupes est-il de faciliter simplement le travail de nettoyage ? Rien n'est moins sûr. Il semble surtout destiné à « donner le change » après l'échec retentissant du plan Polmar.

On cherche ce qui est voyant, le plus voyant possible. Même chose pour les camions civils qui rôdent sur les routes qui mènent à Brest, décorés de pancartes rouges et blanches indiquant : « Gôémon. Plan Polmar. Amoco-Cadiz », et répandant une odeur puante d'algues pourries.



UNE ATMOSPHERE DE CHAMP DE MANŒUVRES

L'atmosphère de champ de manœuvres militaires est renforcée par la vue de ces baraquements sommaires où sont logés les soldats lorsqu'il ne s'agit pas de simples tentes. Dans plusieurs zones les appelés se plaignent du froid : il a neigé abondamment dans la nuit de lundi à mardi sur la côte Nord du Finistère...

A Tréoupan, j'ai pu voir de près ces fameuses fosses dont Becam est par ailleurs si satisfait : creusées dans la dune par quelques bulldozers ce sont des espèces de mares où sont déversés le goémon et les déchets mazoutés. Certaines de ces fosses sont censées être bâchées par de minces feuilles plastiques pour empêcher l'infiltration, inefficaces du reste car elles ne sont ni soudées ni résistantes à la charge.

Celle-là ne comportait aucune feuille plastique et on se demande avec angoisse jusqu'à quelle profondeur le pétrole de la Shell va pouvoir infiltrer le

sable... Et lorsque les tracteurs-pelles viennent charger les camions c'est une véritable pluie de mazout qui dégouline, pulvérisée sur les routes par les roues des camions. Le camping de la CSF (confédération syndicale des familles) semble compromis. Sur son terrain, les camions vont et viennent et une fosse est creusée. C'était le lieu de vacances de 2 000 familles populaires chaque année. Combien de fosses ont-elles été ainsi creusées le long de la côte Nord ? Excepté les « autorités » personne ne le sait, mais ce nouveau scandale du plan Polmar semble être considérable !

Le comité anti-marée noire de Brest a du reste entamé le recensement systématique de ces fosses dont certaines risquent d'être définitives.

Nous avons rencontré M. Jonnin, chercheur et géologue de la faculté des Sciences, spécialisé, par la force des circonstances, sur la question des fosses.

«ON A TRANSPORTÉ LA POLLUTION D'UN ENDROIT A UN AUTRE»

«Ces fosses reçoivent des déchets plus ou moins solides, de sable englué de pétrole, d'algues et égale-

ment de déchets visqueux. Au départ le pétrole était fluide, mais à la longue il s'est évaporé : le temps

allant, le pétrole s'épaissit. Sur tout le front littoral, il y a eu un empiètement sur le cordon dunaire, par le stockage du mazout avec l'ouverture de fosses protégées selon les endroits par des feuilles plastiques. On met plusieurs feuilles les unes à côté des autres et on attend qu'elles soient soudées, ce qui n'empêche pas l'écoulement ! Et puis même des sablières et d'anciennes carrières de sable ont été utilisées comme fosses. Cela a été fait à Tréoupan et à Lampaul-Ploudal-Mézeau.

Les risques de pollution des nappes phréatiques situées sous les cordons dunaires sont évidents. C'est le cas de Lampaul, où la nappe a été rabattue par l'exploitation de sable. On peut dire que des algues pol-

luées touchent ici directement au toit de la nappe ! A ce niveau-là on trouve en effet, un replat, il n'y a pas du tout de pente vers la mer, c'est à peu près le niveau de la nappe phréatique qui affleure.

Même si dans les lieux touristiques, on retirera sans doute les algues, je pense que cet entreposage est une erreur. Je crains que dans certains endroits on ne vide même pas ces fosses ! J'ai des présomptions du côté de l'île Grande où des collègues ont vu des fosses creusées dans le sable dans des endroits assez curieux. Il semble bien que ce soit définitif. On a transporté tout simplement la pollution d'un point à un autre !

LES CONSÉQUENCES ÉCOLOGIQUES

Or, ce cordon recèle toute une faune et une flore. Le cordon dunaire est un milieu particulier et important sur tout le pourtour de la Bretagne. Il y a une flore spécifique : le chardon des sables, une espèce qui est en voie de disparition en certains endroits, ainsi que le liseron des sables. Les camions ont tassé le sable, ils ont ramené du mazout en surface, des bulldozers ont travaillé et on a construit pour les camions des cenderies. Le tout provoque un piétinement exces-

sif du cordon. Les nappes souterraines ne sont même pas recensées. Car si vous faites un puits de moins de dix mètres de profondeur il n'est même pas besoin de le déclarer. Dans la région de Santec près de Roscoff et à Roscoff même dans une ou deux zones l'alimentation est faite à partir de la nappe des dunes. A Lampaul, ce n'est pas le cas, mais pendant des périodes de sécheresse on peut en avoir besoin et de toute manière pourquoi gêner les possibilités d'exploitation dans ces

secteurs là où il est fonctionnent épisodiquement possible que des puits ?

«IL N'Y A PAS DE SITE FAVORABLE POUR LE STOCKAGE DES DÉCHETS»

Certains vous diront que si on refuse les dunes, il faut proposer autre chose. Cela pour nous renvoyer la balle. Eh bien il n'y pas de site géologique qui soit favorable pour le stockage de déchets d'hydrocarbures, surtout d'un pétrole qui était aussi fluide au début.

On a creusé des fosses parce qu'on était totalement démuné. On n'avait aucun moyen de traiter les hydrocarbures ici. Une partie importante des déchets est constituée par des algues que l'on peut faire brûler. On pourrait incinérer mais on n'a pas d'incinérateur sur place ; on vient d'apprendre qu'on aurait un incinérateur peut être dans six mois ! C'est pour ça qu'on entrepose les algues dans la fosse de la zone portuaire de Brest dans du remblai, avec un certain nombre de précautions : avec des bâches de plastique très épais, soudées, contrôlées, sur plusieurs épaisseurs. De plus le service géologique effectue des prélèvements. On pourrait évidemment prendre les mêmes précautions pour les fosses des dunes. Pour le port si des mesures ont été prises c'est grâce au tapage fait dans la presse. Tandis que

pour les dunes cela a été l'improvisation totale ! Depuis fin mars, on a un papier du PC-Polmar qui interdit le stockage intermédiaire dans le cordon dunaire. Lors de réunions à Brest entre la SPNB et la préfecture cela a même été clairement notifié. Pourtant deux incinérateurs à goémon sont à Ouessant depuis l'affaire de l'Olympic-Bravery ; on aurait pu les rapatrier. Pour l'entreposage provisoire, l'idéal ce sont les cuves. Autre solution : une rotation de petits pétroliers pour stocker le pétrole en attendant de le traiter dans une usine, au Havre ou à La Rochelle mais cela n'a pas été fait non plus. La catastrophe de l'Amoco-Cadiz est un évènement sans précédent au niveau planétaire. C'est pourquoi en tant que scientifiques, nous nous sommes mobilisés immédiatement.

D'autant que la région de Roscoff est mondialement connue pour l'intérêt de sa flore marine. Il faut que l'action des scientifiques débouche sur des recherches nouvelles utiles pour l'avenir. Des recherches qui n'ont pas été faites ni après le Torrey Canyon, ni après le Boehlen».